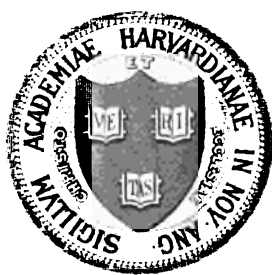
PORTUGAL

Questão Lavarello

NEGOCIOS EXTERNOS

DOCUMENTOS APRESENTADOS ÁS CORTES

NA

SESSÃO LEGISLATIVA DE 1889

PELO

MINISTRO E SECRETARIO D'ESTADO DOS NEGOCIOS ESTRANGEIROS

NEGOCIOS CONSULARES E COMMERCIAES

SECÇÃO VII

QUESTÃO LAVARELLO

LISBOA
IMPRENSA NACIONAL
1889

NEGOCIOS EXTERNOS

DOCUMENTOS APRESENTADOS ÁS CORTES

B 8.

Co

NEGOCIOS EXTERNOS

174

DOCUMENTOS APRESENTADOS ÁS CORTES

NA

SESSÃO LEGISLATIVA DE 1889

PELO

MINISTRO E SECRETARIO D'ESTADO DOS NEGOCIOS ESTRANGEIROS

NEGOCIOS CONSULARES E COMMERCIAES

SECÇÃO VII

QUESTÃO LAVARELLO

LISBOA
IMPRENSA NACIONAL
1889

SECÇÃO VII

QUESTÃO LAVARELLO

N.º 1

**O SR. MARQUEZ OLDOINI, MINISTRO DE ITALIA EM LISBOA,
AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOSA DU BOCAGE, MINISTRO DOS NEGOCIOS ESTRANGEIROS**

Lisbonne, le 22 novembre 1885.—Monsieur le ministre.—J'ai déjà eu l'honneur, d'ordre du gouvernement du Roi, d'appeller, à différentes reprises, l'attention de V. E. sur les dommages occasionés au commerce italien par l'interprétation donnée aux réglementations adoptées en Portugal en matière sanitaire, durant les deux dernières années.

J'ai notamment, en date du 12 novembre, par une communication verbale, avec réserve de communications formelles, signalé, entr'autres, les inconvénients subis par le vapeur italien *Adria*, de la compagnie Rocco et Piaggio, de Gênes, par suite des mesures non justifiées prises à son égard par les autorités sanitares de Saint-Vincent du Cap Vert, le 28 août 1884, fait qui avait provoqué des réclamations au Roi, desquelles j'avais à cette époque reçu l'ordre d'entretenir V. E.

S. E. M. le ministre des affaires étrangères vient maintenant de me transmettre de Rome la requête, dont j'ai l'honneur de joindre un extrait à la présente note (document A), qui lui a été adressée par le sujet italien Michelangelo Lavarello, passager à bord du bateau à vapeur l'*Adria* à destination de Saint-Vincent, et qui, en arrivant, le 28 août 1884, dans ce port, où il a une maison commerciale, n'a pu y débarquer ou y faire débarquer l'importante cargaison de marchandises qu'il y apportait avec lui, dans un but de commerce.

Il est nécessaire de mettre en relief que le vapeur susnommé était parti le 19 du mois d'août de Gênes avec *patente nette dûment visée* par le consul royal de Portugal dans cette ville; que, par conséquent, la compagnie se trouvait fondée à accepter les passagers et les chargements à destination de Saint-Vincent, où il devait faire escale.

Malgré la production de cette patente en toute règle, et la constatation que la

traversée avait été indemne de toute maladie, les autorités de la santé maritime de de l'île se crurent en droit de repousser l'*Adria,* et de refuser le débarquement des passagers, parmi lesquels se trouvait le sieur Lavarello, ainsi que des marchandises chargées par lui. Le capitaine de vapeur se vit donc obligé à poursuivre son voyage vers l'Amérique, ce qu'il fit après avoir protesté formellement, comme de son côté le fit aussi le sieur Lavarello.

Arrivé à la Plata, et après un délai de sept jours passés à Buenos Ayres et à Montevideo, étant reçu sans difficulté dans tous ces ports, l'*Adria* repartit pour l'Europe, et le sieur Lavarello fit charger 6:000 quintaux de maïs à destination de Saint-Vincent, où le vapeur devait faire escale au retour pour y déposer les passagers et les marchandises qu'il n'avait pu débarquer à son premier passage. A cet effet le vapeur s'était muni d'une patente nette visée par les consuls de Portugal dans les républiques de la Plata; et afin d'éviter toute difficulté, il ne fit pas escale à Rio-Janeiro, pour ne pas encourir la quarantaine imposée dans les ports portugais aux provenances du Brésil.

L'*Adria* se présentait effectivement, le 18 octobre 1884, avec la patente en toute règle, et après un voyage indemne, devant Saint-Vincent, et y débarquait, non sans difficultés, les passagers et les marchandises repoussées au premier voyage; mais, quand il s'agit de débarquer les 6:000 quintaux de maïs, chargés par M. Lavarello, les autorités locales s'y opposèrent d'abord absolument, puis consentirènt à ce qu'on les débarquât dans des radeaux, et quand on avait déjà commencé ce transbordement, elles arrêtèrent tout-à-coup l'opération, et obligèrent le capitaine de l'*Adria* à repartir, ce qu'il fit après avoir de nouveau formellement protesté contre la force qui lui était faite. Quant à M. Lavarello, il fut contraint à aller, avec ses marchandises, purger une quarantaine à Praia.

A son retour à Saint-Vincent il fit également sa protestation devant l'agent consulaire d'Italie; mais il fut après empêché par une grave maladie de poursuivre la revendication de ses intérêts; ce n'est que récemment qu'il fut à même de se constituer légalement un procureur spécial à Gênes et de réunir les différents documents authentiques nécessaires à la requête, dont extrait ci-joint, qu'il a adressée au gouvernement du Roi, et que j'ai été chargé d'appuyer de la manière la plus efficace auprès du gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle.

Il est en effet difficile d'expliquer comment un paquebot postal italien, muni d'une patente nette en toute règle, s'est vu repoussé après un voyage absolument indemne par les autorités de Saint-Vincent, non seulement une première fois; mais encore à son voyage de retour, deux mois après avoir quitté l'Italie, comment il a dû rencontrer tant de difficultés pour débarquer dans un port portugais des passagers et des marchandises. Mais il est bien moins explicable encore que l'autorisation accordée du débarquement du maïs chargé par M. Lavarello se soit trouvée soudainement révoquée, alors qu'il était en partie effectué. Il y a évidemment là une contradiction qui, quelle qu'en soit la cause, ne saurait ne pas être réparée quant aux effets, en tant que d'importants intérêts d'un sujet italien s'en sont trouvés gravement lésés.

Je ne puis me dispenser de signaler à l'appréciation éclairée de V. E. ce fait contradictoire: car où bien les autorités de l'île de Saint-Vincent se croyaient en droit de défendre le débarquement des marchandises et du maïs appartenant au sieur Lavarello, et en ce cas on devait prohiber l'entrée à toutes, ou bien, en cas contraire, on devait les accepter toutes, et non pas en partie.

Il me reste enfin et surtout à mettre en relief le fait des patentes nettes visées, sans objection ni observation aucune, par les consuls de Portugal aux bâtiments partis des ports d'origine pour Saint-Vincent, avec passagers et marchandises, sous la garantie de ces documents, et qui ont été empêchés, en arrivant dans ce port, d'y faire escale. Il est évident que sans le délivrement des patentes, dûment visées par l'autorité consulaire portugaise, les bâtiments ne se seraient pas exposés à accepter des passagers et à charger des marchandises pour les ports portugais.

C'est par conséquent avec une entière confiance dans l'esprit d'équité du gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle, que je dois aujourd'hui, d'après les instructions précises que je reçois de Rome, recommander à la sérieuse attention de V. E. la requête de M. Lavarello, persuadé que sa réclamation, appuyée sur les motifs que j'ai eu l'honneur d'exposer, sera favorablement accueillie.

Veuillez agréer, etc.

A

Extrait de la requête présentée par le procureur légal du sieur Michelangelo Lavarello, sujet italien, au gouvernement du Roi, en date du 26 octobre 1885

Procureur spécial M. le commandeur Berio, avocat à Gênes, dans l'étude duquel M. Lavarello a constitué son domicile légal

Cette requête, transmise par le ministère royal des affaires étrangères, existe dans les archives de la légation, accompagnée de ses annexes dûment légalisées

Le sieur Michelangelo Lavarello expose que:

Il s'est embarqué, le 19 août 1884, à Gênes, à destination de Saint-Vincent du Cap Vert sur le bateau à vapeur postal italien *Adria,* de la compagnie Rocco e Piaggio, dirigé à la Plata, avec escale à Saint-Vincent, sur lequel il a chargé à destination de ce port trente-sept colis de marchandises diverses, en grande partie des comestibles, pour lesquelles il avait contracté des obligations commerciales de Saint-Vincent, et qui représentaient une valeur totale de francs 15:500 (comme il résulte des factures annexées à la requête);

Le vapeur l'*Adria* partait avec *patente nette,* visée par le consul royal de Portugal à Gênes, et arrivait devant Saint-Vincent, le 28 août, après une traversée absolument indemne de toute maladie;

Malgré la présentation de la dite patente et la constatation de l'état sanitaire satisfaisant durant la traversée, les autorités de la santé maritime de Saint-Vincent repoussèrent l'*Adria,* et menacèrent le capitaine d'user de la force, s'il ne s'éloignait pas

aussitôt de l'île, refusant ainsi le débarquement des passagers et des marchandises à destination de Saint-Vincent, que la compagnie Rocco e Piaggio avait pourtant été bien fondée à charger, en vue de la patente nette obtenue, que le consul de Portugal à Gênes avait visée, sans soulever la moindre objection et sans mettre en garde les chargeurs contre aucune éventualité;

Le capitaine de l'*Adria* ayant fait une protestation formelle, de même que le sieur Lavarello en faisait une de son côté au sujet des marchandises lui appartenant, le vapeur reprit sa route pour la Plata et fut reçu sans aucune difficulté dans les ports de Buenos Ayres et de Montevideo;

Après un délai de sept jours, le vapeur repartit pour l'Europe, avec *patente nette*, dûment visée par les consuls de Portugal dans les républiques de la Plata, après que M. Lavarello eût fait charger 6:000 quintaux de maïs de la valeur de francs 55:352,20 (comme il résulte de facture annexée) à destination de Saint-Vincent du Cap Vert, où l'*Adria* devait retourner pour y dèbarquer les passagers et les marchandises repoussés à son premier passage; et à cet effet le capitaine renonça à faire l'escale qu'il aurait dû faire à Rio-Janeiro, afin de ne pas être soumis à la quarantaine prescrite dans les ports portugais pour les provenances du Brésil;

Néanmoins, lorsque le vapeur se présenta devant Saint-Vincent, malgré la production de la patente nette en toute règle et la constatation de la traversée indemne de toute maladie, ce ne fut qu'avec de grandes difficultés que les autorités de l'île permirent le débarquement des passagers et des marchandises; de ces dernières, une partie de celles chargées soixante jours auparavant à Gênes par le sieur Lavarello, avait dû être jetée à la mer, telles que le beurre, les pommes de terre, etc., et une autre partie se trouvait avariée, consistant en comestibles embarqués seulement en vue d'une courte traversée;

Quant au maïs chargé par le sieur Lavarello à la Plata, les autorités susdites refusèrent d'abord absolument de le laisser débarquer, sans en donner aucune raison; puis, sans autrement expliquer pourquoi, elles revinrent sur cette décision et permirent qu'on le débarquât sur des radeaux qui devaient demeurer dans le port;

Mais, pendant que cette opération s'effectuait, ces mêmes autorités donnèrent, sans motif appréciable, un contr'ordre qui arrêta le transbordement du maïs, dont 512 quintaux seulement avaient été déjà versés dans les radeaux, et en même temps, elles signifièrent au capitaine de l'*Adria* qu'il eût à continuer immédiatement sa route, sous injonction que la force serait, au besoin, employee pour l'y contraindre;

Le capitaine se vit donc obligé d'obtempérer à cet ordre, et repartit pour l'Italie avec les 5:488 quintaux de maïs appartenant au sieur Lavarello, qui restaient à son bord, non sans que tous les deux eussent formellement protesté contre la force qui leur était faite, rendue plus flagrante encore par la concession d'abord accordée, après réflexion, de débarquer ce chargement, et dont le retrait, sans explication aucune et sans motif appréciable, au milieu de l'opération, rend les autorités de l'île imputables d'un acte non justifié et de la plus grave inconséquence;

Le sieur Lavarello fut, après le départ de l'*Adria,* obligé, pour purger la quaran-

taine, de se rendre à Praia avec ses marchandises, tandis que les 512 quintaux de maïs transbordés demeuraient dans des radeaux découverts à la merci des intempéries et d'autres accidents, si bien qu'à son retour du lazaret, 38 quintaux se trouvaient manquer, et que les 474 quintaux restants, avariés par les pluies, ne pouvaient être vendus que pour une somme totale de 393$000 réis (un peu plus de 2:000 francs);

Les 5:488 quintaux, demeurés à bord de l'*Adria* et débarqués à Gênes, y étaient vendus par les soins de la compagnie au prix de 39:284 francs (facture annexée).

Mr. Lavarello, atteint, au mois de décembre 1884, d'une grave ophtalmie, se trouva dans l'impossibilité de s'occuper avant plusieurs mois de la revendication de ses intérêts si gravement et cruellement lésés par les faits exposés ci-dessus. Aussitôt en mesure de le faire, il s'est empressé de réunir tous les documents nécessaires qui se trouvent joints à la présente requête et desquels il résulte:

Que la presque totalité de ses marchandises embarquées à Gênes, lors du premier départ de l'*Adria,* a été perdue par suite du refus de débarquement lors du passage à Saint-Vincent, le 28 août 1884; et que le demeurant, n'ayant pu être livré que deux mois environ après (le 18 octobre), au second passage du vapeur, a été refusé par les négociants de l'île qui l'avaient commissionné; de ce chef, une perte de 15:500 francs;

Que l'opération commerciale qu'il avait de bon droit cru pouvoir faire par l'achat à la Plata de 6:000 quintaux de maïs, destinés à être vendus à Saint-Vincent, s'est trouvée totalement manquée par le fait du refus non motivé du débarquement de la presque totalité de ce chargement, dont à peine un douzième a pu être effectué à Saint-Vincent, et cela dans les pires conditions. Si, en effet, on met en présence les chiffres représentant le prix d'achat des 6:000 quintaux de maïs en Amérique, soit 55:352,20 francs, et le prix moyen du quintal de maïs à Saint-Vincent, qui, d'après des documents positifs annexés, se trouvait être à l'époque, dans l'île, de 33 francs, soit, pour les 6:000 quintaux, 198:000 francs, on trouve, en déduisant 8:000 francs pour tous frais de frêt, débarquement et droits d'entrée, une différence de 134:000 francs environ, que le sieur Lavarello est fondé à considérer comme le légitime bénéfice d'une opération faite à ses périls et risques et dans laquelle il a engagé un capital considérable;

Au contraire, n'ayant retiré du maïs que 2:000 francs environ à St. Vincent et 39:284 francs à Gênes, son opération s'est soldée, tous frais déduits, par une perte (déficit) de 14:688,20 francs. En ajoutant à cette somme la précédente, représentant le gain sur lequel il devait à juste titre compter, on arrive à conclure que le sieur Lavarello a perdu de ce chef, 148:688,20 francs.

En résumé, mr. M. Lavarello a perdu:

	Francs.
1° Du chef des marchandises avariées et refusées	15:500
2° Du chef du maïs	148:688,20
En tout une somme de	164:188,20

par le fait des dispositions non justifiées des autoritées sanitaires et autres de l'île de Saint-Vincent du Cap Vert; et il se considère comme fondé en toute justice à s'adresser à S. E. M. le ministre des affaires étrangères, afin qu'il veuille bien ordonner que des démarches soient faites auprès du gouvernement portugais, pour que la somme dont il a été lésé, par le fait de ses agents, lui soit remboursée.

N. B. La requête, dont extrait ci-dessus, est signée à l'original par M. le commandeur Berio, avocat à Gênes, procureur spécial légal de M. M. Lavarello.

N.º 2

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOSA DU BOCAGE AO SR. MARQUEZ OLDOINI

Lisboa, 11 de dezembro de 1885.—Ill.^{mo} e ex.^{mo} sr.—Accuso a recepção da nota que v. ex.ª fez a honra de me dirigir com data de 22 de novembro ultimo, e em que se occupa das providencias sanitarias adoptadas em S. Vicente de Cabo Verde para com o vapor italiano *Adria*, em 28 de agosto de 1884.

Conto, sobre este assumpto, poder em breve responder a v. ex.ª, a quem reitero etc.

N.º 3

O SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES, MINISTRO DOS NEGOCIOS ESTRANGEIROS, AO SR. MARQUEZ OLDOINI

Lisboa, 21 de julho de 1886.—Ill.^{mo} e ex.^{mo} sr.—Tendo presentes a nota de v. ex.ª dirigida ao meu antecessor em data de 22 de novembro de 1885, o extracto de petição do sr. Miguel Angelo Lavarello, que acompanhava os documentos officiaes que subiram ao conhecimento do governo de Sua Magestade em virtude do inquerito a que se mandou proceder, tenho a honra de expor a v. ex.ª o seguinte:

Reclama o subdito italiano, o sr. Miguel Angelo Lavarello, do governo de Sua Magestade uma indemnisação da importancia de francos 164:188,20 pelos prejuizos que o seu navio *Adria* soffreu em virtude dos actos irregulares que attribuiu ás auctoridades de Cabo Verde na execução das leis sanitarias.

Apoia v. ex.ª, em nome do seu governo, esta reclamação, submettendo-a ao favoravel acolhimento do governo portuguez.

Os fundamentos allegados em abono da reclamação são os seguintes:

1.º Que o vapor *Adria,* tendo saído de Genova em 19 de agosto de 1884, com carta de saude limpa, visada pelo consul de Portugal n'aquella cidade, e não tendo tido durante a viagem doenças a bordo, não foi admittido á livre pratica no porto de S. Vicente, aonde chegára no dia 28 do dito mez, sendo ameaçado de emprego de força, se não se afastasse da ilha; resultando d'esta ordem o não poderem desembarcar os passageiros, entre os quaes se incluia elle reclamante, nem os gene-

ros, no valor de 15:500 francos, que comprára em Genova com destino para Cabo Verde;

2.° Que o vapor, tendo seguido com a carga e passagêiros para a America do Sul, voltou d'ali com 6:000 quintaes de milho, comprados por Lavarello pelo preço de 55:352,20 francos para os vender em Cabo Verde; e que, sendo o *Adria* portador da carta de saude limpa, visada pelas auctoridades consulares portuguezas do Rio da Prata, tendo deixado de ir aos portos do Brazil para evitar a quarentena que em S. Vicente era imposta ás procedencias do imperio brazileiro, e chegando á dita ilha em 18 de outubro, sem ter havido a bordo doenças, sendo-lhe permittido o desembarque de passageiros e carga nos portos sul-americanos, encontrára primeiramente em S. Vicente grandes difficuldades para communicar com a terra, sem se declarar o motivo, consentindo-se depois que desembarcassem os passageiros e as mercadorias, indo o carregador e passageiro Lavarello fazer quarentena na cidade da Praia;

3.° Que fôra permittida a descarga do milho para lanchões, mas que, estando descarregados apenas 512 quintaes d'aquelle genero, uma contra-ordem obstára á continuação da descarga, e mandára saír o vapor, usando-se novamente da ameaça da força, e n'elle foram devolvidos para Genova os restantes 5:488 quintaes de milho;

4.° Que o milho ficára exposto ás intemperies em lanchões sem coberta, para onde fôra descarregado; e que, tendo voltado Lavarello da ilha de S. Thiago, por ter concluido a quarentena, notára a falta de 38 quintaes de milho, e que os restantes 474 quintaes estavam avariados pela chuva, sendo por isso depreciado o valor do genero, cuja venda produziu apenas 393$000 réis, ou pouco mais de francos 2:000;

5.° Que o capitão do vapor *Adria* e o queixoso protestaram contra a ordem de não serem admittidos á livre pratica, quando chegaram a S. Vicente, tanto na viagem de Genova, como na da America para aquella ilha.

Sobre o primeiro ponto, devo dizer a v. ex.ª que, quando o vapor tocou na ilha de S. Vicente não havia ali noticia official que mostrasse estar sujo o porto da procedencia; mas o delegado de saude, tendo sabido por capitães de navios procedentes da Europa, por telegrammas lidos em jornaes francezes e inglezes, e por telegrammas e cartas particulares dirigidas a alguns individuos da colonia italiana n'aquella ilha, que se havia desenvolvido a epidemia da cholera-morbus em cinco provincias do norte de Italia, nas cercanias de Genova, e tambem n'esta cidade, entendeu, para salvaguardar a saude publica do seu districto sanitario, que devia usar da faculdade que lhe dá o § 2.° do artigo 94.° do regulamento geral de sanidade maritima, sujeitando o navio ás prescripções do artigo 99.° do mesmo regulamento; e, como estas não podiam ter execução em S. Vicente, por falta de lazareto e de logar proprio para alojar quinze passageiros incommunicaveis, mandou saír o vapor, fundando-se no que determina o artigo 87.°

A simples leitura das disposições citadas n'este despacho mostra a legalidade da sua applicação.

O alvitre do delegado de saude foi de accordo com a opinião de dois facultativos residentes em S. Vicente, e approvado pelo governador geral, que então estava n'esta ilha.

Eram effectivamente verdadeiras as informações obtidas, visto que, segundo o boletim de sanidade maritima n.° 222, publicado pelo ministerio do reino em 7 de agosto de 1884, e recebido em Cabo Verde a 12 de setembro immediato, haviam sido já os portos do golpho de Genova considerados inficionados de cholera-morbus desde 31 de julho antecedente.

Do depoimento e declaração de diversas auctoridades e do proprio capitão do vapor não consta que houvesse ameaça do emprego de força, nem se tornára necessario tal emprego, auctorisado pelo artigo 125.° do regulamento, por não ter havido reacção contra as ordens dadas.

Com respeito ao segundo ponto, o delegado de saude impoz quarentena ao vapor no seu regresso da America, por ter exacto conhecimento da primitiva procedencia do navio, dos passageiros e de parte da carga, fundando-se no que dispõe o artigo 114.° do regulamento, e com o voto dos outros facultativos que tinham sido consultados por occasião da chegada do mesmo vapor, em agosto.

Estando ainda a bordo a carga, os passageiros e as bagagens embarcadas em Genova com destino para Cabo Verde, é evidente que o delegado, tendo presente a disposição do sobredito artigo, procedeu em conformidade com a lei.

O delegado, quando fez as visitas de saude ao vapor *Adria* na sua chegada de Italia e da America, como tambem nas subsequentes viagens, communicou aos interessados os motivos das providencias tomadas.

Com respeito ao terceiro ponto, o delegado de saude deu licença por escripto para os guardas não impedirem o desembarque, e não a revogou, o navio não foi mandado saír do porto quando chegou de America, como o podem certificar os empregados do porto e da alfandega, e como se prova pela concessão do desembarque dos passageiros e da carga. E não consta que tivesse havido qualquer ameaça.

Quanto á torna-viagem do milho para Genova, parece ter sido motivada por não haver mais lanchões disponiveis para recebel-o, e porque o capitão do vapor quiz retirar-se, o que não permittiu a continuação da descarga.

Com respeito ao quarto ponto, os documentos mostram que a descarga do milho se permittiu com a condição de ser arejado em lanchões, fornecidos pelo proprietario d'elle, e esta condição foi acceita sem objecção. Os lanchões foram por conta do proprietario, ao qual os alugou a casa commercial Cory Brothers & C.ª

Emquanto foi beneficiado, o milho esteve sob a vigilancia dos guardas fiscaes e de saude.

Lavarello apresentou o conhecimento do milho e consignou-o para despacho e venda ao negociante Francisco Dias de Carvalho Braga, que o despachou para consumo com o valor de 514$000 réis, sem reclamação de faltas, na totalidade de 514 sacos, pesando cada um pouco mais ou menos 1 quintal metrico, sendo o referido numero de saccos o que tinha entrado nos armazens da alfandega. Nenhuma das auctoridades recebeu queixa alguma de roubo do milho.

Os 514 sacos de milho, que entraram na alfandega, foram todos despachados para consumo sem abatimento de direitos, o que não aconteceria, se fosse menor o numero de sacos encontrados no acto do despacho, ou se o genero estivesse avariado.

Não podia ter logar a avaria por occasião do desembarque do milho, porque nos dias 17 e 18 de outubro de 1884, em que o milho esteve nos lanchões, não choveu em S. Vicente, como consta do registo do observatorio meteorologico da ilha.

A rasão da depreciação do valor do milho podia ter sido o estado do mercado, que se achava sobejamente abastecido com o milho indigena, o qual é preferido por ser de melhor qualidade e ter um valor superior.

Sobre o quinto ponto, cumpre-me dizer a v. ex.ª que nem ao governo provincial nem á alfandega da ilha, nem a qualquer outra auctoridade foi apresentado protesto algum contra a ordem de não ser o vapor admittido a livre pratica, e pelos prejuizos resultantes d'essa ordem.

O agente consular de Italia na ilha de S. Vicente não se prestou a dar as informações que lhe foram pedidas ácerca dos protestos que se dizia terem sido apresentados a este respeito.

Cumpre-me ainda acrescentar algumas reflexões suscitadas pela nota de v. ex.ª

Estranha v. ex.ª, chamando sobre este ponto a minha attenção, que um navio munido de carta de saude limpa não fosse admittido a livre pratica.

A carta de saude é um documento que, tendo um valor relativo, não basta só por si para a admissão a livre pratica.

Podem informações posteriores ás exaradas n'esse documento revelar a existencia de uma epidemia que se não achava declarada ao tempo da saída do navio, e as auctoridades têem de apreciar todas as informações, como determinam os regulamentos.

Reconhecerá, pois, v. ex.ª, sem duvida, pelo que fica exposto, que a reclamação do sr. Lavarello é inteiramente destituida de fundamento.

Os documentos relativos ao inquerito, a que o governo mandou proceder, podem ser facilitados ao exame de v. ex.ª ou ser-lhe remettidos por copia, se v. ex.ª desejar conhecel-os.

Não estranhará v. ex.ª, por certo, a demora que houve na resposta á sua nota, e que foi derivada da necessidade de se proceder, n'um archipelago distante, a um inquerito minucioso, que reclamava a importancia do assumpto e, sobretudo, a consideração que merece o governo italiano.

Aproveito, etc.

N.º 4

O SR. MARQUEZ OLDOINI AO SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES

Cintra, le 9 octobre 1886.—Monsieur le ministre.—Je n'ai pas manqué de communiquer en son temps au gouvernement du Roi la note que V. E. m'a fait l'honneur de m'adresser à la date du 22 juillet dernier, en réponse à la note, avec pro-mémoire annexé, de cette légation royale du 22 novembre 1885, touchant la réclamation de M. Lavarello.

Cette réponse ayant été participée à l'intéressé par les soins du ministère royal des affaires étrangères, M. Lavarello a adressé une nouvelle instancé, dans laquelle il discute les points principaux et surtout les assertions de faits exposées. Je viens, en conséquence, de recevoir du gouvernement l'instruction précise de porter les arguments contenus dans l'instance, avec documents à l'appui, annexés a la présente note, à la connaissance du gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle, en y appelant sa sérieuse attention.

M. Lavarello expose, en premier lieu, que pour ce qui concerne le premier passage du vapeur *Adria* provenant de Gênes, par Saint-Vincent, —28 août 1884,— s'il a éprouvé des dommages et s'il en réclame maintenant l'indemnisation, ce n'est point parce que les lois et règlements sanitaires portugais ont été appliqués; mais bien parce qu'on n'a pas voulu les mettre en exécution à son égard. En effet, l'article 99 du réglement sanitaire portugais, de même que l'article 87, prescrit que les quarantaines de rigueur seront purgées dans les ports du royaume où se trouveront des lazarets: or, c'était précisément ce que demandait le réclamant, et ce qui, d'après le premier document annexé à la nouvelle instance, lui aurait été refusé: ce document est un office, en date du 30 août 1884, de l'agence consulaire d'Italie, duquel il résulte que soit le délégué sanitaire, soit le gouverneur de la province du Cap Vert, qui se trouvait occasionnellement à Saint-Vincent, auraient déclaré «ne pouvoir garantir que les autorités sanitaires du port de Praia (où se trouve le lazaret) accepteraient le débarquement en quarantaine des passagers et des marchandises qui étaient á bord de l'*Adria* à destination de Saint-Vincent».

En second lieu, et pour ce qui concerne le second passage du dit bâtiment, le 16 octobre 1884, à son retour de la Plata, par Saint-Vincent, M. Lavarello fait observer qu'il n'est plus ici question de l'application de l'un ou de l'autre article des lois sanitaires, mais bien de l'exacte vérification de quelques circonstances de faits réels, au sujet desquelles il y a désaccord complet entre les rapports que le gouvernement portugais a reçus des autorités du Cap Vert, et ses propres assertions basées sur de nouveaux documents.

M. Lavarello affirme, en effet, avoir subi un grave dommage par suite du fait ci-après: le vapeur *Adria*, à son retour de la Plata, ayant été admis, sous condition quarantaine, à décharger à Saint-Vincent, reçut peu d'heures après, et pendant qu'il de procédait au débarquement des 6:000 quintaux de maïs appartenant à M. Lavarello, l'intimation d'avoir à quitter le port sans retard, si bien que 512 quintaux

seulement se trouvant débarqués, les 5:488 restants dûrent, contre sa volonté et ses calculs, être transportés à Gênes.

Or, les autorités de l'île soutiennent à ce sujet qu'il n'y a pas eu d'ordre de *départ sans demeure,* et que le capitaine de l'*Adria* a quitté spontanément le port de Saint-Vincent. Mais cette assertion se trouve contredite par un document que je suis chargé de soumettre à l'attention de V. E., et qui est la protestation adressée à M. l'agent consulaire d'Italie à Saint-Vincent, par le capitaine de *Adria,* protestation que ce dernier n'aurait pas formulée s'il n'avait pas été contraint par l'autorité locale à quitter le port et à interrompre le débarquement du maïs.

A l'appui de cette affirmation, M. Lavarello produit de nouveaux témoignages sous serment prêtés par devant l'autorité judiciaire de Gênes et de Livourne par des passagers embarqués sur le vapeur lors de ce voyage.

Enfin, M. Lavarello affirme que, sur les 512 quintaux déchargés à Saint-Vincent, 474 seulement parvinrent à cette douane, et de ceux-ci une grande partie aurait été avariée par la pluie. Les autorités locales assurent, au contraire, que, tenant compte des observations météorologiques, il n'y a pas eu de pluie dans l'île à l'époque du déchargement du maïs, et que ce dernier n'aurait pu par conséquent en être avarié; et elles soutiennent, en outre, qu'il n'est pas exact que des 512 quintaux débarqués, 474 seulement soient entrés en douane, «attendu qu'aucune autorité n'a reçu de réclamation pour la disparition de quelqu'un des sacs de maïs, et que cette marchandise n'a pas dû subir d'avaries, puisque les droits d'entrée n'ont pas été diminués». Or il résulte que le fait de l'avarie causée par la pluie est affirmé par un télégramme, annexé en original à cette note, et il n'est guère à supposer qu'une honorable maison de commerce, telle que celle des Cory Brothers, établie sur les lieux, puisse avoir expédié faussement un télégramme de cette nature.

Il résulte de même que le fait de la diminution de 38 quintaux, après le déchargement, est prouvé par la déclaration, également ci-jointe, du receveur de la douane (signée *Vidal*), constatant l'entrée en douane de 474 quintaux de maïs «dont quelques-unes avariés», au lieu des 512 quintaux débarqués par *Adria.*

Je suis chargé, d'une façon toute spéciale d'appeler sur ce qui précède l'attention bienveillante et éclairée de V. E., et je me plais à croire que l'opinion du gouvernement portugais, au sujet de la réclamation de M. Lavarello, s'en trouvera sensiblement modifiée. Il ne saurait échapper à la juste appréciation de V. E. que, si M. Lavarello est la victime de circonstance en grande partie de force majeure, les dommages considérables qu'il a subis sont aussi, d'autre part, le résultat des déterminations des autorités locales des îles du Cap Vert, soit par l'insuffisance des dispositions et du matériel nécessaire à l'exécution des lois quarantenaires, qui pourtant sont toujours si rigoureusement appliquées, quand on oblige les passagers et les marchandises à destination de Saint-Vincent à aller purger leur quarantaine à Praia, et que, ce faisant, «on ne peut leur garantir que les autorités de ce dernier port leur permettront d'y subir ce qui leur est imposé», soit par des décisions contradictoires et subitement intimées d'ordres et de contr'ordres qui autorisent d'abord et arrêtent ensuite une importante et coûteuse opération de commerce.

Il me reste à me référer à la remarque par laquelle je concluais ma note précitée du 22 novembre dernier, par le fait de la réponse de V. E., au sujet de la valeur qui doit être attribuée aux patentes sanitaires et aux *visas* qui y sont apposés par les consulats portugais, sur la base desquels les bâtiments de commerce italiens se croient autorisés à se présenter dans les ports portugais. Quelles que soient les circonstances spéciales prévues par les règlements sanitaires, sur lesquelles les autorités de Saint-Vincent ont jugé pouvoir appuyer leur décision au sujet de la non admission de l'*Adria* dans ce port, il n'en est pas moins avéré que, le 19 août 1884, M. le consul de Portugal à Gênes apposait, sans observation aucune, son *visa* sur la patente *nette* délivrée à ce bâtiment; et le bulletin sanitaire n.° 222, cité dans la note de V. E., et par lequel les ports du golfe de Gênes avaient été déclarés infectés, a été publié par le ministère «do reino», en date du 7 de ce même mois. Il est regrettable, avec la rapidité des communications actuelles, que le consulat général de Portugal à Gênes ait ignoré la mesure sanitaire adoptée, ou qu'il n'ait pas, tout au moins, mis en garde les armateurs ou le capitaine de l'*Adria* contre les éventualités qui pouvaient se présenter avant même que ce bâtiment se présentât devant les ports portugais, au lieu de donner des assurances au capitaine et même aux passagers qui devaient s'embarquer sur l'*Adria*, et qui l'ont interpellé en faisant viser leurs passeports, comme celles contenues dans les documents n° 1 et 2 annexés à la présente note.

Je prie V. E. de vouloir bien me retourner en son temps les documents et originaux qui se trouvent joints à cette note; et, dans l'attente de vos obligeantes communications à ce sujet, j'ai l'honneur de vous offrir, etc.

N.° 5

O SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES AO SR. MARQUEZ OLDOINI

Lisboa, 21 de janeiro de 1887.—Ill.^mo^ e ex.^mo^ sr.—Na nota que v. ex.ª me fez a honra de me dirigir em data de 9 de outubro findo, e cuja recepção accusei já em devido tempo, chama v. ex.ª, de ordem do seu governo, a séria attenção do governo de Sua Magestade Fidelissima sobre a instancia do sr. Lavarello, fundamentada com documentos em que são contestados os pontos principaes da nota de 22 de julho do mesmo anno, na qual pretendi demonstrar a inadmissibilidade da sua reclamação; e, fazendo v. ex.ª seus os argumentos apresentados na dita instancia, e reforçando-os com diversas considerações, manifesta a esperança de que o governo de Sua Magestade não deixará de modificar sensivelmente a sua primitiva opinião.

O governo portuguez tomou na consideração que não podia deixar de merecer-lhe, pelas intimas relações, por diversos titulos, tão cordialmente subsistentes entre Portugal e a Italia, e pela estima devida ao representante do soberano d'este paiz, a exposição feita por v. ex.ª, e assim ordenou se procedesse novamente pelas

repartições competentes ao mais escrupuloso exame das rasões e documentos adduzidos.

Em presença do resultado d'este exame sinto ter de manifestar a v. ex.ª que o governo não se considera obrigado, em virtude de qualquer direito offendido, a pagar indemnisação alguma, nem julga o possa e deva fazer igualmente por equidade.

Respondendo á referida nota de v. ex.ª, pela ordem por que n'ella são tocados os pontos da questão, cumpre-me dizer a v. ex.ª o seguinte:

Começa v. ex.ª por observar que a indemnisação pedida pelo sr. Lavarello não é motivada, pelo que diz respeito á primeira passagem do *Adria*, por S. Vicente, pela execução das leis e regulamentos sanitarios portuguezes, mas porque não quizeram applicar-lh'os, recusando-se as auctoridades da ilha, em contravenção do que dispõe o artigo 87.º do regulamento de sanidade, a admittil-o a quarentena.

N'este e n'outros ponto laboram v. ex.ª e o sr. Lavarello em equivoco, suppondo vigente em 1884 o regulamento geral de sanidade maritima de 1874 *in totum* e applicaveis, como n'este caso, as disposições que invocam.

Como ponto capital, julgo preciso assentar desde já que o governo, considerando as providencias d'aquelle regulamento insufficientes em presença das duvidas suscitadas sobre os periodos de incubação e sobre os meios de propagação para nos garantir, de um modo efficaz, da invasão da cholera morbus, resolveu, por decreto de 3 de julho de 1884, publicado no *Diario do governo* de 10, no uso do direito incontestavel que lhe assistia, declarar em vigor as disposições das leis de 10 de janeiro de 1854, e de 5 de julho de 1855, as quaes o auctorisaram a tomar todas as providencias administrativas extraordinarias indispensaveis contra a invasão do flagello, que de facto e felizmente não teve logar.

Com estas faculdades extraordinarias foram adoptadas as resoluções que se acham publicadas nos *Diarios do governo* de 16, 19 e 28 de julho de 1884, as quaes, estabelecidas e promulgadas pelos meios legaes de as tornar executorias, e tornadas extensivas ás provincias ultramarinas, revogaram ou suspenderam temporariamente as disposições em contrario do citado regulamento geral de sanidade maritima.

Por estas medidas baseadas no isolamento ou na incommunicabilidade, em que se funda o systema quarentenario seguido em Portugal, na Italia, e em outros paizes, foi prohibida a admissão das procedencias de portos sujos.

A esta prohibição da admissão ficou portanto sujeito legitimamente o vapor *Adria* na sua primeira passagem por S. Vicente, não podendo ser-lhe applicavel o artigo 87.º do regulamento citado por v. ex.ª, que não vigorava.

Com respeito á segunda passagem do vapor *Adria* por S. Vicente, considera-se o sr. Laravello com direito a ser indemnisado tambem, em vista de ser obrigado a saír do porto sem ter completado a descarga que lhe fôra permittido fazer, e do prejuizo soffrido na avaria e extravio da carga desembarcada, considerando v. ex.ª contradictorios estes factos com as informações das auctoridades e oppondo á asserção d'estas, de não terem dado ordem para a partida do vapor, dois protestos

apresentados ao agente consular de Italia em S. Vicente contra similhante ordem e o depoimento feito pelos passageiros do vapor perante as auctoridades italianas em Genova e Livourne.

Os prejuizos soffridos pelo sr. Laravello, no regresso do Rio da Prata, se os houve, não podem ser originados de ordens exorbitantes ou contradictorias attribuidas ás auctoridades portuguezas, entre as quaes se pretende dar como existente a da saída immediata, que se diz ter sido proferida pelo delegado de saude.

O vapor *Adria*, procedendo n'esta viagem do porto limpo de Buenos Ayres, trazia ainda a seu bordo, ao tocar em S. Vicente, passageiros da procedencia suja anterior de Genova.

A navios em iguaes condições e a alguns até em condições mais favoraveis, foi n'aquella epocha prohibida a admissão de desembarque nos portos portuguezes, e comtudo ao vapor *Adria* foi-lhe permittido effectuar a descarga, em determinadas condições, e desembarcar os passageiros para o lazareto. Não lhe foi dada livre pratica, nem isso podia fazer-se, pois mesmo, tendo sido beneficiado em outro porto, essa circumstantcia o não permittiria.

Que essa descarga fosse directa ou indirectamente embaraçada não se prova, e não se póde presumir que qualquer acto n'esse sentido tivesse partido das proprias auctoridades que tinham consentido na admissão sob quarentena.

Mas antes se contrapõe aos depoimentos dos tres officiaes do vapor *Adria* e ao do passageiro Lubrano, que são, ao que parece, aquelles a que v. ex.ª se refere, a informação do delegado de saude, que diz categoricamente o seguinte:

«Permitti o desembarque do milho, e a permissão foi feita com as condições de ficar impedido vinte e quatro horas a arejar em lanchas descobertas, visto não haver edificações proprias em terra e correr (Lavarello) com as despezas do desembarque e aluguel das lanchas e mais riscos, condições que foram acceitas sem objecção. Dei n'um quarto de papel, como era meu costume, licença para os guardas de vigia ao costado não impedirem o desembarque. Não suspendi verbalmente ou por escripto a licença que tinha dado, como poderão testemunhar os guardas ao costado do vapor. Quando perguntei ao outro dia se tinha desembarcado todo o milho, disseram-me que não, por não haver lanchas disponiveis e o capitão do *Adria* querer retirar-se.»

Esta declaração formal de uma auctoridade, que merece a confiança do governo, tem para este pleno credito; e, oppondo-a ás simples allegações testemunhaes e não conformes, —por isso que o passageiro Lubrano diz ter havido ordem para a suspensão da descarga e para a partida, e os tres officiaes só fallaram d'esta ultima,— o governo, por muita consideração que aquelles depoimentos lhe mereçam, sustenta aquella declaração emquanto não for destruida por outras provas irrefragaveis de maior valor.

Outras circumstancias contribuem para firmar a opinião de que o vapor suspendêra a descarga de motu proprio e por igual se retirára. Não foi apresentado na alfandega o manifesto da carga de milho tomada em Buenos Ayres; o conhecimento apresentado na alfandega e junto á reclamação menciona sómente 512 sac-

cos d'aquelle genero. Foram esses os desembarcados. Faz isto crer que era esta a porção destinada á ilha de S. Vicente, e que o resto do carregamento, que se diz era de 5:478 saccos, mas se não prova, não fôra desembarcado, ou por ser destinado a outros portos, ou porque o preço do mercado, então abastecido de milho indigena, sempre preferido e de mais valor por ser de melhor qualidade, não convidava a vender ali o resto do carregamento.

A informação do director diz que, tendo-se permittido a descarga dos 512 saccos, da mesma fórma se haveria facultado a descarga do restante milho; e que, se não continuou essa operação, ou foi porque a partida do vapor não deu o preciso tempo, ou porque o preço modico então offerecido, 10 francos por quintal, não conveiu ao sr. Lavarello.

Seja como for, não ha documento por onde se prove que o restante carregamento fosse destinado no porto de partida para a ilha de S. Vicente.

Não ha tambem protesto algum apresentado pela ordem subita de partida que os interessados allegam, e seria esse um documento essencialissimo para provar que o vapor a recebêra. Os protestos enviados ao agente consular de Italia pelo capitão e passageiros, e que v. ex.ª me enviou com a sua nota (annexos 3 e 4), referem-se á primeira viagem, e não ao regresso de Buenos Ayres; e esses protestos não podiam ainda assim surtir os devidos effeitos, pois não foram apresentados ás auctoridades competentes. Nem o governador, nem o director da alfandega, nem o administrador do concelho, nem o escrivão do julgado, tiveram d'elles conhecimento.

Segue-se provar que não houve avaria no milho, nem desapparecimento d'elle, por onde se possa imputar responsabilidade ao governo.

Com respeito á avaria, ainda que a tivesse havido, tendo sido o milho desembarcado por conta e risco do sr. Lavarello, condições por este acceitas, não poderia o governo attender á reclamação. Com relação ao extravio ou desapparecimento das fazendas arrecadadas pelas casas fiscaes, não teria duvida o governo de tomar a responsabilidade da falta dos seus empregados, mas nem a avaria nem o extravio se provam.

O telegramma da casa Cory Brothers & C.ª, que v. ex.ª me apresenta para mostrar que o milho fôra avariado pela chuva, refere-se ao dia 20 de outubro. Ora, segundo a declaração do director da alfandega, o vapor chegou no dia 17, tendo n'esse dia começado a descarga, e entrando o milho em bom estado n'aquella casa fiscal no dia 18, depois de vinte e quatro horas de arejar nas lanchas. E, como v. ex.ª póde ver, pela copia junta da copia, fornecida pelo observatorio meteorologico do Infante D. Luiz em Lisboa, do registo feito ali em tempo competente do *Boletim* do observatorio meteorologico de S. Vicente, confirma-se que nos dias 17 e 18 não choveu na ilha, tendo começado a chover no dia 19, depois do milho haver entrado na alfandega.

Com respeito ao desapparecimento, informa o director da alfandega que o milho foi despachado sem protesto nem reclamação alguma. O sr. Lavarello, depois de regressar da Praia, exhibiu o conhecimento e o consignou para despacho e venda ao negociante Francisco Dias Carvalho Braga, o qual effectivamente o despachou

para consumo sem reclamação de faltas. Alem d'isso, o milho foi despachado sem abatimento nos direitos que deveria corresponder a essa falta.

Nos dois autos lavrados pela syndicancia o referido negociante affirmou que a quantidade do milho recebido era a mesma de que resava o respectivo conhecimento, e que o consigoatario se conformára com a conta de venda, tendo d'elle o competente recibo.

Contrapõem-se estes documentos por fórma irrecusavel á declaração do despacho que se refere a 474 saccos apenas, mas essa declaração não basta para provar o desapparecimento do milho; prevalece a isto a declaração do director da alfandega, o haver-se conformado o sr. Lavarello com as contas recebidas, e não consta de nenhum outro documento a falta posteriormente accusada nem ter havido ao tempo do despacho reclamação, queixa, protesto ou termo por onde se possa averiguar tal falta.

Concluindo, e alludindo ao valor que, segundo a minha nota de 22 de julho de 1886, se deve attribuir ás cartas de saude passadas pelos consulados portuguezes ou aos vistos nas mesmas, lamenta v. ex.ª ainda que, com a rapidez das communicações actuaes, o consul de Portugal em Genova ignorasse, em 19 de agosto de 1884, que, por aviso publicado em 7 do mesmo mez pelo ministerio do reino, se haviam declarado inficionados os portos de Genova, dando isto logar a que pozesse n'aquella data o visto limpo na patente do vapor de que se trata, e assegurasse ao capitão e passageiros que nenhum embaraço soffreriam.

Tendo saído o aviso publicado no *Diario do governo* de 7 de agosto, como v. ex.ª diz e é exacto, e havendo sido o *Diario* d'este dia mandado ao consul em Genova no dia 9, como consta da guia do correio do mesmo dia existente n'esta secretaria d'estado (isto indepedentemente do boletim que directamente lhe devia ter sido enviado antes pelo ministerio do reino), só uma demora accidental no correio, pela qual o governo não póde ser responsavel, poderia impedir que no dia 19 elle a tivesse recebido, e assim não póde attribuir-se aquelle facto á demora das communicações do governo ás suas auctoridades.

Se procedeu de uma falta do funccionario consular em Genova, não envolve ella a responsabilidade do governo para o effeito de uma indemnisação a pagar. Essa falta, sendo apreciada como um erro grave, ou tendo sido commettida de má fé, o que não supponho, poderia levar o governo a proceder contra o funccionario, mas não o poria, mesmo na peior das hypotheses, na obrigação de responder pelos prejuizos que d'ahi podessem resultar.

A responsabilidade dos governos pelos actos dos seus funccionarios consulares, para este effeito, está limitada nos diversos paizes, com maior ou menor alcance, a um determinado numero de casos; e Portugal, que se preza de não ser o paiz em que essa responsabilidade se acha mais restringida, tem entendido, e entende ainda, que de fórma alguma póde ser comprehendido n'ella acto algum da natureza d'este de que se trata.

Tendo exposto a v. ex.ª as rasões em que o governo se baseia para reputar absolutamente infundada em direito a indemnisação pedida pelo sr. Lavarello, res-

ta-me demonstrar a impossibilidade de ser por equidade attendida a sua reclamação.

Se, ao largar de Genova o vapor *Adria,* não estivessem já em vigor em Portugal e a tempo de serem conhecidos n'aquella cidade, as medidas restrictivas que modificaram o regulamento de sanidade maritima; se estas medidas saíssem do systema de defeza sanitario em vigor em Portugal e na maior parte dos paizes, e fosse novo adoptal-as em casos extraordinarios; se a carta de saude limpa de um funccionario consular fosse o documento unico ou preferente a qualquer outra circumstancia para determinar o procedimento sanitario nos portos de destino, — do que o proprio capitão mostrou duvidar pela declaração que exigiu do consul, a qual aliás nenhum valor acrescentou áquella carta,— e esse preceito estivesse geralmente reconhecido; se ainda, ao saír de Genova, a cholera morbus, a não estar de facto n'aquella cidade, não estivesse já nas proximidades e caminhando de fórma a receiar-se ali a sua invasão como certa, seriam circumstancias attendiveis para o benevolo acolhimento da reclamação.

Sel-o-íam ainda as que se dessem com a avaria do carregamento, se, provada ella, se demonstrasse que fôra incuria das auctoridades a sua causa, e bem assim com relação aos prejuizos da venda do genero, se, provados tambem, resultassem de qualquer demora nas resoluções das auctoridades, contradicções ou incerteza nas suas ordens.

Poderia tambem o governo dispensar os protestos e a sua apresentação em devido tempo e outras formalidades de processo (que não fossem essenciaes), se a sua falta fosse a unica prova que se allegasse contra o reclamante.

Mas estas circumstancias não se deram, e os factos occorridos não podem ser tidos como imprevistos, nem resultado de força maior, não já debaixo do ponto de vista do direito, nem d'isso trato agora, mas nem para uma apreciação mais benevola debaixo do ponto de vista da equidade. Foram factos resultantes da ignorancia, por parte do sr. Lavarello, dos principios geraes e das leis do paiz que regem o assumpto, da imprevidencia, ou então factos aos quaes se quiz sujeitar a risco seu.

Não sei em que outro ponto o governo de Sua Magestade poderia, movido pelo sentimento para o qual v. ex.ª tem appellado em ultima instancia, e a que elle tanto desejaria corresponder, decidir, parcialmente que fosse, a reclamação do sr. Lavarello a seu favor.

A v. ex.ª incumbe, no desempenho do superior e distincto cargo que exerce n'esta côrte defender os interesses dos subditos do seu paiz, e nas diligencias e instancias que n'esta questão tem empregado, mostrou a maneira patriotica por que comprehendeu a sua alta missão; mas eu invoco outros sentimentos de justiça mais elevados, e peço a v. ex.ª me diga se, depois do occorrido com o vapor *Matteo Bruzzo,* podem ser taxadas de nimiamente exaggeradas as precauções adoptadas pelo governo na defeza da saude publica, a que acima de outros interesses lhe cumpriu attender, e ainda se, sob o ponto de vista da justiça relativa, v. ex.ª entende que, tendo sido desattendidas, como foram, as reclamações dos vapores *Carthagena,*

Congo, Grantully Castle, Heinrich von Schroner, Saint André e *Scherbro,* e outras ainda não publicadas, mas cujos processos não terei duvida em deixar examinar por v. ex.ª, reclamações analogas umas, e outras mais fundamentadas do que a do sr. Lavarello, póde esta ser resolvida favoravelmente.

Remetto a v. ex.ª o *Livro Branco,* em que se acha publicada a correspondencia relativa ás questões e reclamações a que acabo de me referir, e bem assim os documentos cuja devolução v. ex.ª me pede.

Aproveito, etc.

N.º 6

O SR. MARQUEZ OLDOINI AO SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES

Lisbonne, le 23 avril 1887.—Monsieur le ministre.—Je me suis fait un devoir de communiquer au gouvernement du Roi le texte de la note que V. E. a bien voulu m'adresser le 21 janvier dernier, au sujet de la réclamation Lavarello, et S. E. M. le ministre des affaires étrangères vient de me prescrire, par une récente dépêche, de récommander tout spécialement à l'attention du cabinet de Lisbonne le nouveau mémoire ci-joint (document A) du sieur Lavarello, et de l'accompagner des considérations suivantes:

Il semble au gouvernement du Roi que les motifs développés dans la note précitée pour expliquer le refus d'admettre la réclamation en question, se trouvent en contradiction avec les arguments exposés dans la précédente note de V. E. du 21 juillet 1886.

Dans cette communication le gouvernement portugais soutenait que le refus d'admettre en libre pratique à Saint-Vincent du Cap Vert, lorsqu'il s'y est présenté le 28 août 1884, était légitime, attendu qu'il se trouvait basé sur le règlement général sanitaire, duquel on citait à l'appui le texte officiel de quelques articles.

L'avocat de M. Lavarello ayant ensuite démontré, par le mémoire qui accompagnait la note de cette légation royale du 9 octobre dernier, que le règlement susdit avait, au contraire, été manifestement violé, le gouvernement portugais se défend en alléguant que les articles, invoqués d'abord, n'étaient plus en vigueur au mois d'août 1884, attendu que les dispositions y contenues se trouvaient avoir été suspendues par l'ordonnance en date du 28 juillet de la même année.

Or la dérogation prescrite par ce décret n'était applicable qu'aux provinces continentales du royaume de Portugal et aux îles adjacentes, et ne concernait conséquemment pas les provinces d'outre mer, la première d'entre lesquelles se trouve constituée par les îles du Cap Vert.

Enfin, il ne saurait être passé sous silence que le gouvernement portugais semble ne vouloir tenir aucun compte des dépositions judiciaires assermentées de douze citoyens italiens, pour s'en tenir exclusivement aux affirmations du délégué sanitaire, lequel est responsable des ordres illégaux qu'il a donnés.

Toutes ces considérations sont, au demeurant, amplement développées dans le

mémoire ci-inclus du sieur Lavarello, et il ne me reste qu'à exprimer, de la part du gouvernement du Roi, le vif espoir que le gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle, à la suite d'un plus mûr examen des raisons sur lesquelles se fonde la réclamation, en viendra à une décision plus équitable en faveur de ce réclamant italien.

Dans l'attente des obligeantes communications que je suis chargé de demander le plus tôt possible à V. E. à ce sujet, j'ai l'honneur, M. le ministre, de vous offrir, etc.

A

Eccellenza.—Il sottoscrito, Michelangelo Lavarello, residente in Recco, circondario di Genova, rispettosamente espone alla E. V.:

Che il governo di Su Maestà il Re di Portogallo con sua nota del giorno 21 scorso mese di gennaio ha novamente respinte le domande d'indennitá dal sottoscritto presentategli e che erano state dall' E. V. vivamente raccomandate.

Le ragioni per le quali quell eccelso governo ha persistito nel dire che non è dovuto all esponente, nè per diritto, nè a titolo d'equità, alcun indennizzo sono pero cosí manifestamente erronee, e provano in modo tanto luminoso lo opposto, che egli non può fare a meno di presentare ancora a V. E. questo memoriale in confutazione delle medesime, e di supplicarla a voler insistere perchè il governo portoghese non lasci insoddisfatto un suddito italiano del danno che le autorità di San Vincenzo Capoverde ingiustamente gli cagionarono.

Le domande di risarcimento dallo esponente presentate erano le seguenti, che importa di esaminare separatamente:

1.ª I danni che l'autorità portoghese in San Vincenzo gli cagiono con l'ingiunzione intimata al capitano del vapore postale italiano *Adria*, partito da Genova per Buenos Ayres nel giorno 19 agosto 1884, con patente netta del console generale di Portogallo e con affidamento formale del medesimo che sarebbe stato ricevuto in libera pratica, e approdato a quell'isola nel giorno 28 stesso mese, di partirne immediatamente, e con aver refuctato allo stesso capitano il permesso di sbarcare nel lazzaretto di Praia, in altra isola del gruppo di Capoverde, i passeggeri che aveva imbarcati a Genova per San Vincenzo, fra i quali si trovava l'esponente, nonchè di scaricare in detto lazzaretto le di costui mercanzie del valore di 15:500 lire.

2.ª I danni molto maggiori che l'esponente sofferse per la ingiunzione intimata con minaccie di violenza allo stesso vapore *Adria*, che, di ritorno da Buenos Ayres Montevideo, ove era stato ricevuto in libera pratica, nel giorno 17 ottobre 1884 approdò novamente all' isola di San Vincenzo, di partire dalla medesima prima di avere ultimato lo scarico di 6:000 quintali di granone che il sottoscritto aveva caricati a destinazione di quella cittá.

Sulla risposta negativa di ogni indennità data dal governo portoghese alla prima delle sopraccennate domande

Per dimostrare la giustizia di questa dimanda, oltre la produzione di tutti i documenti necessarii ad una esatta liquidazione dei danni, il sottoscritto nel suo primo

memoriale aveva invocato le patenti nette relasciate al capitano dell' *Adria* dal console generale di Portogallo in Genova, l'esplicita dichiarazione di questi che il vapore sarebbe stato ricevuto in libera pratica a San Vincenzo, la traversata incolume e la perfetta salute di tutte le persone a bordo, l'ingiunzione intimata al capitano nel giorno stesso dell'arrivo in San Vincenzo di partire senza dilazione dell'isola, ed il rifiuto di permettergli lo sbarco dei passeggieri e lo scarico delle merci dell'esponente, nel lazzaretto di Praia, riffiuto che violava il diritto delle genti, e le stesse norme sanitarie in vigore nella provincia di Capoverde.

• A queste ragioni il governo portoghese con la sua nota del 21 luglio 1886 rispose: «che il delegato di sanità dell'isola di San Vincenzo aveva giudicato che per salvare la sanità pubblica nel suo distretto *doveva far use delle facoltà concessegli dal* § 2.° *articolo* 94.° *del regolamento generale di sanità marittima,* ecosi assoggettare il bastimento alle disposizioni dell'articolo 99.°, cioè imporgli una quarantena, e che questa non potentosi scontare in San Vincenzo, per mancanza di lazzaretto, aveva dovuto ingiungergli di partirsene».

Quanto alla importanza delle esplicite dichiarazioni fatte dal console generale di Portogallo in Genova, che cioè l'*Adria* sarebbe stato ricevuto a San Vincenzo in libera pratica, ed alla conseguente responsabilità che per siffatto affidamento a di lui carico derivava, il prelodato governo nulla rispose.

Nel suo secondo memoriale da V. E. trasmesso al governo del Portogallo nella scorsa estate l'esponente, contro le ragioni sopra riferite, per le quali era stata respinta la sua prima domanda di indennità, dopo avere osservato la mancanza di risposta allo obbietto derivante dalle patenti nette e dall'affidamento di essere ricevute in libera pratica, osservo specialmente che il capitano del vapore *Adria* aveva domandato di potere almeno sbarcare i passaggieri e scaricare le merci loro nel lazzaretto di Praia, e che il governatore generale delle isole, il quale trovavasi in San Vincenzo, gli aveva rifiutato questo permesso, malgrado il disposto dell'articolo 87.° del regolamento generale de sanità sopracitato e che così non solo le autorità di San Vincenzo non avevano applicate rittamente il regolamento medesimo, mà lo avevano col detto rifiuto apertamente violato.

Questa dimostrazione, fondata nel testo medesimo degli articolo di regolamento dal governo portoghese invocati, e dei quali lo stesso aveva unita copia alla sua nota del 21 luglio 1886, e sopra un documento inoppugnabile emanato dal console di Germania, constatava la violazione a danno dell'esponente di quello stesso articolo 87.° invocato a giustificazione degli ordini dati dall'autorità di San Vincenzó, e conseguentemente l'obbligo del governo portoghese di risarcire i danni non poteva essere più validamente contestato.

Ma lo stesso governo nella sua ultima nota del 21 gennaio corrente anno, non potendo più invocare le disposizioni del propio regolamento così manifestamente violate dalle sue autorità in San Vincenzo, si appiglio, per respingere ad ogni modo la domanda dal sottoscritto, ad un sistema che invero desta meraviglia.

Per cedere la assoluta inaccettabilità di un tale sistema, basterà trascrivere due brevi periodi di quest'ultima nota, indirizzata a S. E. il ministro d'Italia a Lisbona.

«Comincia E. V. coll'osservare che l'indennità chiesta dal sig. Lavarello non è motivata in quanto concerne il primo passaggio dell' *Adria* per San Vincenzo dall' esecuzione delle leggi e regolamenti sanitari portoghesi, ma sì perchè non gli si vollero applicare, ricusandosi le autorità dell isola, in contravenzione al disposto dell articolo 87.° del regolamento sanitario, ad ammetterlo in quarantena. In questo ed in altri punti trovansi V. E. ed il sig. Lavarello in equivoco, supponendo vigente nel 1884 il regolamento generale di sanità del 1874 ed applicabili, come in questo caso le disposizioni che invocano (!!!)»

Dunque, eccellenza, queste disposizioni de lregolamento sulle quali nella prima nota del governo portoghese si era esclusivamente basata la risposta negativa della indennità, dopo che il sig. Lavarello ebbe dimostrato che furono apertamente violate col rifiuto di ammetterlo in quarantena, lo stesso governo portoghese dichiara che non era no più in vigore.

Ciò significa apertamente che, se fossero state vigenti, la violazione di esse non sarebbe più contestata e consequentemente neppure si potrebbe dal Portogallo niegare l'obbligo di risarcire i danni con siffatta violazione delle sue leggi e del diritto dellegenti al sottoscritto cagionati.

Vediamo ora se nella nota del 21 gennaio u. s. si invochino a giusta ragione altre disposizioni sanitarie, le quali siano state promulgate legittimamente par le provincie di oltremare del regno di Portogallo, in luogo di quelle che si dicono abolite.

Come punto capitale il governo portoghese nella nota 21 gennaio osserva che non avendo esso ritenuto più sufficiente il regolamento generale di sanità, con suo decreto del 3 luglio 1884 richiamò in vigore le disposizioni delle leggi 10 gennaio 1854 e 5 luglio 1855 ed in base alle stesse emano «tre diverse risoluzioni che si trovano publicate nel *Diario do governo,* del 16, 19 e 28 del mese di luglio 1884, le quali stabilite e promulgate per i mezzi legali che le rendono esecutorio ed estese alle provincie ultramarine, revocarono e sospesero temporaneamente le disposizioni in contrario del citato regolamento generale di sanità marittima».

Ora basta leggere la disposizione pubblicata nel *Diario* del 28 luglio 1884 nella quale si compenetrano le due precedenti per vedere come essa, non possa in nessuna maniera invocarsi contro l'esponente per respingere la di lui domanda di risarcimento dei danni sofferti.

Infatti il primo comma della medesima, che riproduce testualmente l'ordinanza del 16 luglio, dice che *nessuna nave proveniente da porto infetto di colera sarà ammessa a sbarcar passeggeri od a scaricar merci nei porti del continente del regno e delle isole adiacenti,* che come tutti sanno Madera e le Azzore.

Il comma secondo applica la stessa misura sanitaria sancita nel precedente alle navi proveniente *da porti sospetti di infezione colerica o che provenienti da porto sano avesero tuttavia avuto a bordo alcun lejo della stessa malattia;* e finalmente il terzo comma proibisce a dette navi di prendere cariche *nei porti del continente del regno ed isole adiacenti.*

Dunque nessuna di queste disposizioni riflette le provincie portoghesi d'oltre-

mare, la prima delle quali è constituita del gruppo delle isole di Capoverde, e non può darsi importanza alle parole della nota 21 gennaio, cui si risponde, colle quali è dichiarato che le disposizioni suddette vennero estese alle provincie d'oltremare; perchè nel *Diario do governo* dal 16 luglio al novembre non venne pubblicato alcun decreto che contenga siffatta estensione.

Ciò dispensa dall aggiungere che per le isole di Capoverde era stato proveduto alla tutela della pubblica salute mediante un ordine del ministero di marina ed oltremare, in data 3 febbraio 1884, nel quale è detto *che i bolletini mensili inviati dal ministero medesimo ai capi della sanità nelle provincie d'oltremare per la classificazione dei porti infetti di colera o sani debbono essere considerati come semplici schiarimenti dovendo gli impiegati di sanità quando visitano qualche nave attenersi alle dichiarazioni autentiche che risultano dalle patenti di sanità, alla loro data, allo stato sanitario dell'equipaggio e dei passegeri e insomma alle disposizioni regolamentari che per simili casi vigono nelle provincie.*

Questa ordinanza, emanata dal ministero di marina ed oltremare, dal quale dipende quella provincia, era l'unica che, unitamente ai regolamenti ni essa anunciati regolasse colà la pubblica sanità quando, nel giorno 29 agosto 1884, l'*Adria* vi fece il suo disgraziato approdo, e le sue disposizioni sono le 1:000 miglia lontane dal giustificare gli ordini di sfratto del vapore medesimo ed i danni che all' esponente dai medesimi derivarono.

E quindi stabilito chè la nota del governo portoghese 21 gennaio scorso, per respingere la prima domanda di risarcimento dei danni, della quale si tratta, sconfessa apertamente e dice aboliti gli articoli del regolamento generale di sanità, e specialmente l'articolo 87.°, che erano invece stati dichiarati vigenti ed invocati per giustificare lo stesso rifiuto nella precedente nota del 21 luglio 1886, ed invoca invece disposizioni nuove che non si applicano alle isole di Capoverde, dimenticando l'ordinanza del 7 febbraio 1884, la quale concorra a dimostrare quanto siano stati arbitrari l'ingiunzione fatta al capitano dell'*Adria* di allontanarsi dall'isola ed il rifiuto di ammettere l'esponente e la sua merce nel lazzaretto di Praia. Siccome poi il prelodato governo per questo primo capo di indennità, oltre il sopra accennato contradditorio sistema, nulla altro oppose, e non contesti mai nè contesta i fatti lamentati, dai quali il danno dipende, nè la entità o suscistenza di esso, così è provato come non si potrebbe desiderare di più, e di meglio che il rifiuto della indennità con questa ultima nota rinnovato è assolutamente ingiusto perchè contraria all'articolo 87.° del regolamento di sanità, ed al diritto delle genti, fu la proibizione che non si contesta, e che d'altronde è provato dall'estratto autentico del giornale di bordo verificato secondo il codice di commercio, dalla lettera del console di Germania, e dalle molteplici proteste fatte al capitano dell'*Adria,* di sbarcare l'esponente sul vastissimo lazzaretto di Praia e di scaricare in esso le merci che aveva imbarcate a Genova.

A complemento e suggello di questa dimostrazione si ritiene utile di qui trascrivere gli articolo del regolamento generale di sanità invocati nella nota del governo portoghese del 21 luglio 1886:

«Articolo 87.° Le quarantene di rigore solo *possono scontarsi in porti nei quali vi siano lazzaretti* ed obbligano al trasporto dei passeggeri, dei bagagli e del carico suscettibile dentro quelli stabilimenti.

«Articolo 94.° Il bastimento proveniente da porto incolume (limpo) *con patente netta e regolare sarà ammesso in libera pratica, come pure i suoi passegeri,* equipaggio, bagagli e carico, salvo le eccezioni seguenti:

«1.ª...

«2.ª Quando al delegato consti officialmente o per qualche modo autentico che nei porti di partenza, di scalo ed approdo si sia manifestato il cholera morbos, o la febbre gialla in uno dei cinque giorni susseguenti alla partenza del bastimento stesso... ed in questo caso il bastimento sarà considerato come di provenienza infezionata e soggetto quindi alle disposizioni dell'articolo 99.°

«Articolo 99.° Al bastimento proveniente da porto dichiaratto infetto o che per iscalo od approdo avrà toccato in altro parimenti qualificato, *verrà imposta, come pure ai suoi passeggeri, bagagli, carico suscettibile ed equipaggio, la rispettiva quarantena di rigore.*

«Articolo 114. La quarantena e le operazioni di disinfezione che possano essere state fatte in lazzaretti o porti stranieri, non rimpiazzano in alcun modo le quarantene e operazioni di disinfezioni prescritte dal presente regolamento.

«Articolo 125. La forza militare di mare e di terra, gli impiegati e guardie fiscali delle dogane, coadiuveranno al servizio della sanità marittima.

«Per estratto conforme. Direzione generale dei consolati e del commercio al ministero degli affari esteri. = *Garcia da Rosa*»

Ecco ora il decreto pubblicato nel *Diario do governo* del 23 luglio 1884, col quale, secondo la nota 21 gennaio corrente anno del governo portoghese, sarebbero state sospese, anche per le provincie portoghesi di oltremare, le disposizioni degli articoli 87, 94 e 99 regolamento di sanità sopra transcritti, e che comprende anche le ordinanze precedenti 16 e 19 stesso mese:

«4.ª Divisione.—Per ordine superiore e per evitare qualsiasi questione che possa nascere, si annunzia che per quanto dureranno le attuali circostanze straordinarie e fino a dichiarazione contraria, saranno in vigore le seguenti disposizioni sulla sanità marittima:

«1.ª (Identica alla disposizione publicata nel *Diario* del 16 luglio). Nessuna nave procedente da porto infetto di colera morbos serà ammessa a sbarcare persone od a scaricare mercanzie *nei porti del continente del regno e isole adiacenti.*

«2.ª La stessa disposizione è applicabile alle navi procedenti da porto sospetto di colera morbos, oppure da porti immuni, se avranno avuto a bordo qualche caso della stessa malattia.

«3.ª (Disposizione publicata nel *Diario* del 19 luglio.)

«Alle navi indicate nelle disposizioni precedenti non è permesso di prendere carico in alcuno dei porti del continente del regno e isole adiacente, sarà tuttavia da esse somministrato ogni soccorro indispensabile secondo il regolamento.

«4.ª Tutte le materie che compongono il carico delle navi soggette a quarantena

saranno reputate infette e si applicheranno ad esse le rispective disposizioni regolamentari.

«Segreteria di stato degli affari del regno, etc.»

Veda ora V. E. come sia manifesto che le ordinanze 16, 19 e 28 luglio, in quest'ultima riassunte e compenetrate, *limitino esplicitamente e reiteratamente alle provincie continentali del regno di Portogallo il proprio effetto*, sicchè non possano dirsi da esse contemplate le lontane provincie d'oltremare, dipendenti dal ministero di marina e oltremare; e come quindi la necessità in cui si è trovato il governo portoghese di invocare tali ordinanze per dichiarare sospese in San Vincenzo quelle disposizioni del regolamento sulla efficacia delle quali aveva fondato il suo primo rifiuto, costituisca la prova flagrante della assoluta mancanza di qualsiasi buona ragione per giustificare il rifiuto del risarcimento dei danni dal povero esponente domandati.

Rifiuto del governo portoghese di risarcire all'esponente i danni per colpa dell'autorità di San Vincenzo da lui sofferti e relativi al secondo approdo dell'Adria in detta isola nell'ottobre 1884

L'*Adria*, partito da Genova il 17 agosto 1884 con patente netta ed affidamento d'essere ricevuto in libera pratica, era invece al suo arrivo in San Vincenzo stato respinto, essendosi anche da quelle autorità rifiutato al suo capitano, Cav. Caffarecca, il permesso di sbarcare i passeggeri nel lazzaretto della città di Praia e di scaricare nello stesso le loro merci, sicchè egli dovette continuare il viaggio per Buenos Ayres.

Al ritorno dal Plata, ove era stato ammesso in libera pratica a Buenos Ayres e Montevideo, il vapore, che pel compenso di lire 8:000 avuto dai passeggeri e specialmente dal sig. Lavarello, non aveva approdato al Brasile per evitare il pericolo di quarantena a San Vincenzo, giunto in questa città fu subito dichiarato in quarantena di rigore, si pretese che l'esponente e la famiglia Lubrano di Livorno sbarcassero sopra barcaccie per recarsi immediatamente in quello stesso lazzaretto di Praia, nel quale non si aveva voluto ammetterli in agosto, e che fossero sbarcati pure sulle barcaccie in alto mare i 6:000 quintali di granone dell'esponente medesimo; dopoche tale scarico fu cominciato e già aveva raggiunto 512 quintali, l'autorità di San Vincenzo ingiunse al capitano dell'*Adria* di partire immediatamente, minacciandolo di costringervelo con la forza, sicchè égli dovette obbedire, e partendo si trovò costretto di portare a Genova i 5:488 quintali di granone, che non potè più scaricare nell'isola.

L'ammontare dei danni da siffatti ordini contradditorii ed arbitrari derivati al sottoscritto fu specificato e documentato nella prima domanda e non venne dal governo portoghese contestato con la sua nota 21 luglio 1886.

Invece nella nota 21 gennaio corrente anno quel governo persiste anzitutto nel niegare che l'autorità di San Vincenzo, dopo dato il permesso al capitano dell'*Adria* di scaricare i 6:000 quintali di granone, lo abbia revocato ed abbia ingiunto al detto capitano di partire immediatamente sotto pena di esservi costretto, ma aggiunge, *per la prima volta*, la contestazione della verità del carico di 6:000 quintali, o

quanto meno della lora destinazione, e invoca una quantità di supposizioni per spiegare la improvvisa partenza dell'*Adria.*

Ora è evidente che tutte queste obbiezioni si riducono in sostanza alle seguenti due:

1.ª Non consta che Lavarello avesse caricato sull'*Adria* 6:000 quintali de granone a destinazione di San Vincenzo;

2.ª Ad ogni modo il delegato di sanità dice non essere vero che abbia ingiunto al detto vapore la immediata partenza da San Vincenzo dopo che gli aveva già permesso di scaricare i 6:000 quintali, e mentre ne aveva già sbarcati 512, sicchè mancherebbe di base la domanda di risarcimento dei danni fondata su tale ordine.

É manifesto che, data la prova del carico dei 6:000 quintali per San Vincenzo e della ingiunzione al vapore di partire mentre se ne stava effettuando, ed era già in parte compiuto, lo scarico, cadono sul nulla tutte le supposizioni del governo portoghese cole quali cerca di spiegare la partenza improvvisa dell'*Adria*, e delle quali pertanto diventa affatto inutile per ora lo occuparsi.

Per prima cosa resta dunque a dimostrare se era provato il carico dei 6:000 quintali granone per San Vincenzo.

Nella sua nota 21 luglio 1886 il governo portoghese non lo ha messo in dubbio, il perchè ne è ben chiaro.

Infatti per i 512 sacchi sbarcati il capitano dell'*Adria* rilasciò, al momento dello scarico nelle barcaccie, la relativa polizza di carico prodotta, e per i 5:488, rimasti a bordo per forza, e portati a Genova; si erano uniti alla prima domanda, e sono tuttavia nello incartamento, gli allegati sette e dieci, cioè il conto *autentico* della società Rocco Piaggio e figli *constatante l'acquisto della quantità di granone imbarcata, a destinazione di San Vincenzo,* meno pochi sacchi che già erano a bordo, ed *altro conto autentico della stessa compagnia constatante che del granone caricato la parte non rimasta in San Vincenzo era stata portata a Genova e quivi per di lui conto venduta alla meglio.*

Di fronte a questi documenti, dei quali non fà neppure cenno, il governo portoghese può, se vuole, mettere in dubbio il caricamento, e la destinazione per San Vincenzo del granone, ma così facendo condanna se stesso, perchè niegare ciò che risulta da documenti autentici, senza neppure parlare degli stessi, è la più disgraziata delle difese, che costituisce una implicita, ma chiarissima confessione di torto.

Insistere di più sopra ciò sarebbe puerile, e sicuramente il governo italiano non vorrà, a danno d'un suo cittadino, passar per buona la supposizione del governo portoghese.

Rimane a stabilire se con migliore fundamento, nella nota 21 gennaio corrente anno, si persista a contestare l'ordine intimato all'*Adria* nel giorno 18 ottobre 1884, mentre stavasi scaricando i 6:000 quintali, di partire immediatamente, sotto pena d'esservi costretto colla forza, e quindi la necessità in cui il vapore si trovò di obbedire, e di portare a Genova 5:488 sacchi di granone.

Per provare quest'ordine l'esponente ha invocato:

1.° Il fatto incontestabile, ed incontestato nella prima nota, del caricamento per San Vincenzo di 6:000 quintali di granone, lo scarico sopra barcaccie di soli 512 e la vendita fatta in Genova dei 5:488 rimanenti, mentre esso esponente era rimasto a San Vincenzo in quarantena nel lazzaretto di Praia.

Questo fatto, come sopra è detto, il governo portoghese lo mette arbitrariamente ed inutilmente in dubbio.

2.° Tre dichiarazioni giurate dei sig. Cav. Matteo Caffarecca, nel luglio e ottobre 1884, capitano dell'*Adria*, del sig. Serrati, in allora primo ufficiale dello stesso bastimento, e del sig. Carlo Berabino, secondo ufficiale pure d'ell'*Adria*.

3.° Attestazioni giurata nello stesso senso del sig. Lubrano di Livorno.

4.° Attestazione giurate di tre passeggeri dell'*Adria* ricevute dal Pretore di Recco.

5.° Altre quattro attestazioni giurate di passaggeri dello stesso piroscato, ricevute dal Pretore del secondo mandamento di Milano.

Sono adunque il capitano, gli ufficiali di bordo dell'*Adria*, e nove passaggeri che, separatamente interrogati da magistrati italiani in Genova, Recco, Livorno e Milano, concordemente e sotto il vincolo del giuramento, affermano i fatti dell'essere stato l'*Adria* in ottobre 1884, mentre ritornava dal Plata, ove era stato ricevuto in libera pratica, messo dalle autorità di San Vincenzo in quarantena, del permesso poi dato al capitano di sbarcare i passeggeri Lavarello e Lubano con che si recassero in quarantena a Praia, del permesso di scaricare sulle barcaccie il granone del sig. Lavarello, e dell'ordine *perentorio, vessatorio ed in sommo grado ingiurioso per la bandiera italiana, intimato allo stesso capitano mentre effettuava lo scarico del granone, di partire senza dilazione sotto pena d'esservi costretto dalla forza.*

Di tutte queste testimonianze il governo portoghese non ne esamina che le prime quattro, come se quelle trasmesse alla E. V. nel 20 settembre 1886 con il memoriale che si trova agli atti, non gli fossero state communicate; e dice che fra le deposizione dei nostri testimoni e la dichiarazione del suo delegato, *autore dell' ordine riprovevole di cui trattasi*, egli intende di prestar fede a questa.

Con siffatte argomentazioni non si risponde sul terreno della giustizia, bensì si continua il sistema adottato contro l'*Adria* in agosto ed ottobre 1884.

É incredibile che, ad un reclamo fondato sopra la violazione di ordini contrarii alla stessa legge del Portogallo ed al diritto delle genti, giustificati da undici testimonianze giurate e conformi, assunte da quattro magistrati di lontane città del regno d'Italia, il governo portoghese rispondo con la deposizione unica del suo imimpiegato, autore dell'ordine e quindi interessato a non dire la verità. Il governo portoghese, fra le moltissime buone parole dette al ministro italiano in Lisbona per palliare le ragioni molto infelici con le quali giustificava il rifiuto della indennità, aveva dichiarato che, se risultasse che il delegato di sanità in San Vincenzo avesse mancato, sarebbe stato punito, ma questa dichiarazione era stata fatta *ad pompam*, e senza propositi seri, perchè quando si dice di voler credere al detto impiegato de preferenza a qualunque prova esistente contro di lui, si dice anche di non voler rendere giustizia al reclamo che si esamina.

Provato così che i 6:000 quintali di granone erano davvero stati caricati dall' esponente sull'*Adria* per San Vincenzo e che allo stesso vapore giunto in quell'isola, dopo scarico di 512 quintali della detta merce fu intimato con minaccie lo sfratto, rimane inutile, come già si disse, confutare tutte le supposizioni affato gratuite del governo portoghese nella nota 21 gennaio fatte per ispiegare come possa essere avvenuto che il detto vapore partisse portando seco la merce destinata a San Vincenzo.

Pero è licito notare che si converte in una scherzo, inopportuna e di cattivo genere, quella fra le supposizioni accennate colla quale si vuole far intendere che l'esponente abbia volontariamente lasciato a bordo i 5:488 quintali di granone, poichè lo stesso a San Vincenzo avesse il prezzo di sole lire 10, e lo abbia volontariamente lasciato a bordo affinchè fosse, dalla compagnia di navigazione, venduto a Genova.

A perscindere dacchè il sig. Lavarello, sbarcato sulla barcaccia, non ebbe comunicazioni con l'isola, e non volendo parlare della inverosimiglianza che, restando egli in San Vincenzo, abbia volontariamente lasciati i nove decimi della sua merce a bordo senza sapere che ne sarabbe avvenuto e da molte altre argomentazioni di simile natura che saltano agli'occhi; basterà accennare come dai documenti irrepugnabili uniti alla prima istanza, per la giustificazione dei danni, sia provato che nello ottobre 1884 il granone valeva nell'isola dalle 32 alle 33 lire il quintale, quindi *tre volte di ciò che la nota* 21 *gennaio dichiara.*

E ciò basti al proposito.

Per quanto poi riflette la protesta contro l'ordine improvviso di partenza intimato all'*Adria*, il governo portoghese persiste nel voler ignorare che il console italiano in San Vincenzo la fece subito, e di essa risulta all'E. V. dalli stessi rapporti del console generale.

Se poi quell' eccelso governo pretende una protesta personalmente notificata dal capitano alle autorità dell'isola, allora domanda ciò che non era possibile eseguire, perchè l'*Adria* non ebbe comunicazioni con San Vincenzo stante la rigorosa contumacia applicatagli; e quindi nulla potè notificare a quella autorità. Ma lo si ripete questi sono dettagli ai quali il governo portoghese attribuisce importanza unicamente, perchè contesta l'ingiunzione intimata all'*Adria* di partire immediatamente. Ora provata questa ingiunzione, e lo è quanto mai potesse esserlo, le spiegazioni tute, per immaginare una diversa causa volontaria di partenza, diventano inutili.

Danni sofferti dai 512 quintali di granone scaricati sulle barcaccie

Insiste lungamente la nota 21 gennaio scorso nel dimostrare non sussistenti o non giustificati questi danni.

Dice anzitutto che le autorità di Capoverde, anche ammessa una avaria a causa delle pioggia, non hanno per essa responsabilità di sorta.

Sostiene poi non giustificata la pioggia che avrebbe prodotto l'avaria, e dice che il telegramma della casa Cory Brothers si riferisce al giorno 20 ottobre e così ad un tempo in cui il granone sarebbesi già trovatto in dogana, nella quale afferma che fu introdotto il giorno 18 ottobre.

Ora quel telegramma dice testualmente quanto segue: *Granone in quarantena da tre giorni pioggia abbondante abbiamo coperto alla meglio, nominate qualcuno che assuma la responsabilità dello scarico.* È pertanto manifesto che questo documento trasmesso da un pubblico ufficiale portoghese al quale fu presentato dalla casa mittente, primaria in San Vincenzo e quindi distrugge dalla radice tutte le spiegazione addatte dal direttore della dogana di San Vincenzo per provare che il granone fu introdotto in essa nel giorno 18, sicchè non ha potuto bagnarsi.

Ma il governo portoghese dichiara che *a questo documento non crede:* ciò equivale a dire che non vuole essere convinto del torto che ebbero le sue autorità, ed in tal caso tanto voleva rispondere subito al ministro italiano in Lisbona «non voglio indennizzare Lavarello, *perchè non voglio*».

Protestare invece tanta buona volontà di fare giustizia e poi trincerarsi nelle dichiarazioni di quelle stesse autorità che hanno cagionato il danno e che sarebbero resposabili di esso in faccia al loro governo, costituisce patente contraddizione ed ingiustizia.

Ciò dispensa dal notare che nessuna risposta venne data all'obbietto che il granone, proveniente *da Buenos Ayres e Montevideo,* non doveva essere messo in quarantena e che nel giorno 20 ottobre era ancora sulla barcaccia coperto alla meglio, tanto che la casa Cory chiedeva all'esponente col telegramma surriferita di delegare chi si assumesse *la responsabilità di effettuarne lo scarico.*

Non meno ingiustamente nella nota 21 gennaio scorso si persiste a niegare, oltre l'avaria sofferta dai 512 quintali di granone, anche la mancanza di gran parte dello stesso.

L'eccelso governo portoghese dice che non vi fu protesta per mancanza della merce, che il negoziante sig. Braga gli ha rilasciato una dichiarazione constatante che la *quantità di granone ricevuto era la stessa portata del respettivo conoscimento.* e che la dichiarazione del ricevitore di dogana in San Vincenzo constatante l'introduzione in città di soli 474 sacchi *non è sufficente prevalenda ad essa quella del direttore della dogana,* e ciò tanto più in quanto che il sig. Lavarello avrebbe pagati i diritti sulla intiera partita di merce.

A vedere come tutte queste asserzioni, basate sempre sopra quanto a propria difesa l'autorità di San Vincenzo seppe addurre, siano, e non si potesse dal governo portoghese ignorare che sono destituite di fondamento; basterá solo accennare ai documenti uniti alla prima domanda. Questi documenti autentici e non sospettabili sono: la polizza di carico dei 512 quintali, essa constata lo scarico della denunziata quantità di merce; le dichiarazione del ricevitore di dogana Vidal, che accerta l'introduzione in dogana di soli 474 sacchi, di granone, i quali *lo stesso ufficiale pubblico portoghese di suo pugno e carattere attesta che al momento della loro introduzione in dogana erano in gran parte avariati;* e finalmente il conto di vendita dei granone dato da quello stesso sig. Braga, del quale il governo portoghese invoca le postume dichiarazioni.

Questo conto, unito alla prima domanda, della quale costituisce l'allegato nove è intitolato come segue: *Conto di vendita di 474 sacchi di granone arrivato da*

Montevideo col vapore «Adria» certificato sul conoscimento della dogana di San Vincenzo.

Da questo conto appare *che i 474 sacchi usciti dalla dogana contenovano* 300 *circa quintali di granone e che il dazio fu pagato sopra tale quantità.*

Evidentemente contro questo conto del sig. Braga scritto e consegnato allo esponente in tempi non sospetti e corrispondente alla dichiarazione del ricevitore, non possono aver valore le dichiarazioni che si dicono fatte dopo dalo stesso negoziante portoghese al direttore della dogana.

Almeno bisognava mostrare al dichiarante il suo conto affinchè della inscusabile contraddizione colle dichiarazioni verbali, se furono fatte fornisse un qualsisia schiarimento. Ma ciò non si fece, perchè si sapeva che il conto di vendita era inoppugnabile.

Pertanto in quanto riflette la perdita e le avarie soffertte dai 512 quintali di granone, le stesse vengono messe in maggiore evidenza dalla nota 21 gennaio, nella quale, per negarle, il governo portoghese è costretto a mozzare il telegramma Cory, a dire che non fà fede la polizza di carico, che non si deve credere al certificato del suo ricevitore doganale, e ad invocare dichiarazioni verbali fatte dal sig. Braga ad opportunità della difesa del direttore di dogana, le quali sono dimentite dal conto di vendita, che il Braga medesimo presentò, constatante che il granone era ridotto a 300 circa quintali e che il dazio fu pagato sopra tale quantità.

Veda ora l'E. V. se l'esponente possa acquietarsi ad un rifiuto di risarcimento dei danni fundato sopra simili ragioni, e se non sia più della luce meridiana palese che mentre il governo portoghese serive tante cortesi parole in accompagnamento del suo refiuto, basi questo sopra argomenti contraddetti dalle sue stesse leggi, da documenti autentice prodotti, e da atti emanati da quelle stesse autorità sulla cui fede dichiara di voler riposare.

La nota cui si risponde contiene in fini delle considerazioni generali sulla importanza delle patenti nette rilasciati all'*Adria* dal console generale di Portogallo in Genova.

Quel console nel 19 agosto doveva sapere che il giorno 7 stesso mese il porto di Genova era stato dal Portogallo dichiarato infetto di colera, mentre il morbo si manifestò a metà settembre, e se ignorando questa disposizione, non solo rilaciò patenti nette, ma diede affidamento al capitano e passeggeri dell'*Adria* che sarebbero stati ricevuti a San Vincenzo in libera pratica, *ciò non ha importanza per l'effetto d'una indennità da pagarsi. Tale mancanza,* dice la nota 21 gennaio scorso, *essendo ravisata come una colpa grave ed essendo stata commessa per mala fede, locchè non suppongo, potrebbe condurre il governo a procedere contro il funzionario, ma non lo porrebbe, anche nella peggiore ipotesi, nell'obligo di rispondere per i danni che ne potessero derivare.*

Questa teoria, nel diritto internazionale e delle genti, non è accettabile, perchè la colpa grave del rappresentante un governo estero obbliga lo stesso verso il danneggiato, quando è commessa *nello esercizio della rappresentanza ed in esecuzione di atti della medesima,*

Ciò non ha bisogno di essere dimostrato, e fa senso vedere il governo portoghese, per una questione d'indennità come quella della quale si tratta, invocare una teoria tanto contraria alle massime universalmente ammesse. Delle leggi d'una nazione debbono tutti coloro che con essa hanno rapporti supporsi informati, ma di procedimenti straordinarii e temporanei non avviano lo stesso, e quando il rappresentante console della nazione, che ha per ufficio e mandato di notificarli e di provedere in conseguenza, ed è *per l'esercizio di questo mandato officialmente riconosciuto, dichiara che i provedimenti medesimi non existono,* evidentemente incorre nella responsabilità dei danni per conto del suo mandante.

Nel caso in esame poi la responsabilità del governo portoghese dipende, non solo dal non aver rispettata la patente netta rilasciata all'*Adria* dal console generale, ne le di costui assicurazioni in aggiunta alla patente, ma dall'avere esso medesimo violato le proprie leggi ed il diritto delle genti rifiutando di ricevere in quarantena nel lazzaretto di Praia, il 29 agosto 1884, i passaggeri e le merci dell' *Adria.*

L'esponente, per facilitare al governo portoghese il pagamento della indennità, senza urtare la di lui suscettibilità, aveva nel secondo memoriale sostenuto che, se non per diritto, almeno per equità un indennizzo gli era dovuto.

Neppure per equità, risponde quel governo, ed ecco il principale argomento che invoca per giustificare tale asserzione:

*Se alla partenza da Genova dall'*Adria *non fussero già state in vigore in Portogallo ed in tempo per essere già note in quella città le misure restrittive che modificavano il regolamento sanitario marittimo; se tali misure uscissero dal sistema di difesa sanitario vigente in Portogallo,* etc.

Prosegue poi dicendo che la patente netta rilasciata dal console generale *non è un documento unico e prevalente a qualsisia altra circostanza per determinare i procedimenti sanitari nei porti di destinazione,* che a vece di avvalorare l'importanza di tali patenti, l'affidamento dato dallo stesso console che l'*Adria* sarebbe ricevuto in libera pratica, la diminuisce; ed in fine che *il colera morbo, anche non essendo di fatto in Genova, esisteva gia nelle vicinanze e progrediva in modo da far ritenere certa la invasione della città.*

Come si vede, tute queste argomentazioni addote nella nota 21 gennaio scorso per dimostrare che *neppure a titolo d'equità* sarebbe dovuto all'esponente lo indennizzo che domanda costituiscono la ripetizione di obbietti già pienamente confutati.

Però importa far notare all'E. V. che in questa parte il governo portoghese si trova costretto ad invocare come applicabile alle provincie d'oltremare la ordinanza 28 luglio 1884, sopra riferita, *la quale non concerne che le provincie continentali del regno, et a snaturare per la decima volta le cause dalle quali i danni all'esponente furono cagionati, le quali sono il rifiuto d'ammetere l'Adria,* nel suo viaggio di andata, a *sbarcare nel lazzaretto di Praia passageri e merci, e l'ordine datto allo stesso vapore,* nel viaggio di ritorno, *di alontanarsi dall'isola San Vincenzo appena aveva cominciato lo scarico dei* 6:000 *quintali di granone,* ordine che non

ha nulla a vedere con le disposizioni sanitarie, costituisce un inescusabile abuso, ed è provato fino alla evidenza.

Di questi due principalissimi motivi di lagnanza, sebbene il primo fosse pienamente ammesso, non si tenne conto per dimostrare che neppure l'equità assiste le domanda dell'esponente, e dimostra la impossibilità pel governo portoghese di scagionarsi con apparenza di ragioni dalla responsabilità che lo grava. Ma, è bene ripeterlo, nella precedente domanda si era fatto appello anche all'equità *unicamente per facilitare al governo portoghese la via a soddisfare i giusti reclami dell'esponente senza troppo urtare le suscettibilità degli autori del danno da lui sofferto.*

Pero il diritto al risarcimento, che assiste il sottoscritto, era ed è dalle stesse ragioni poste innanzi per contestarlo reso invece tanto palese, che non è più il caso di parlare di equità, non essendo stata compresa la ragione che la fece invocare.

Come conclusione della sua nota 21 gennaio ed argomento capace di persuadire la E. V. ed il ministro di Su Maestà il nostro Re in Lisbona che fugiusto il rifiuto di accordare all'esponente qualsisia indennizzo, il governo portoghese dice che, *essendo stati respinti, come lo furono, i reclami dei vapori Carthagena, Congo, Granfully-Castle,. Heinrich von Schroder, Saint Andrè e Sherbro, ed altri reclami, analoghi gli uni, e gli altri con maggiore fondamento di queli del sig. Lavarello, non poteva la di costui domanda essere accolta favorevolmente.*

L'argomentazione è ad effetto e non potrebbe non far senso sull'amimo dell' E. V.; ma la speciosità di essa, a dir poco, salta agli occhi quanto dal *libro bianco* che trovasi unito alla nota 21 gennaio scorso si rileva che tutti i provvedimenti contro dei quali gli agenti delle varie potenze reclamavano, *riflettono bastimenti approdatti nei porti delle provincie continentali del Portogallo ed isole adiacenti e che quindi a quei vapori era applicabile l'ordinanza 28 luglio 1884,* la quale invece non fu mai applicabile all'*Adria,* perchè non estesa alle provincie portoghesi d'oltremare, e *perchè poi l'ingiunzione data al capitano dell'*Adria, *nel suo viaggio di ritorno, di partire dall'isola, interrompendo lo scarico della merce di Lavarello, non trova analogia nei casi dei vapori accennati.*

Dunque anche gli esempi nella nota del governo portoghese invocati, che sono ben lontani dal correspondere nel fatto a quanto avvenne all'*Adria,* mostrano la ingiustizia del dinego di risarcire all'esponente i danno enormi che dalle autorità di San Vincenzo di Capoverde, con disposizioni contrarie al diritto del genti ed alle leggi stesse colà in vigore, gli furono cagionati.

Eccellenza. — La confutazione tanto diffusamente e vittoriosamente fatta di tutti i più importanti argomenti invocati dal governo portoghese, nella sua nota 21 gennaio 1887, per coonestare il rifiuto dell'indennità dall'esponente domandata, lascia in manifesta evidenza la giustizia della domanda e la flagrante ingiustizia del rifiuto.

L'esponente ha quindi piena fiducia che l'E. V. non permetterà che l'ingiustizia si compia.

N.º 7

O SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES AO SR MARQUEZ OLDOINI

Lisboa, 30 de abril de 1887.—Ill.mo e ex.mo sr.—Accuso a recepção da nota que v. ex.ª me fez a honra de me dirigir, em 23 de abril corrente, recommendando especialmente á attenção do governo de Sua Magestade a nova memoria do sr. Lavarello junta á nota de v. ex.ª, e fazendo varias considerações em apoio da mesma memoria, e em refutação de alguns argumentos apresentados na minha nota de 21 de janeiro ultimo.

O governo de Sua Magestade, tomando na maior consideração as reflexões adduzidas na nota de v. ex.ª, vae examinar cuidadosamente a memoria do sr. Lavarello, e não deixará de communicar em devido tempo a v. ex.ª a sua apreciação sobre este documento, e qualquer resolução que adopte em virtude d'aquelle exame.

Aproveito, etc.

N.º 8

O SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES AO SR. MARQUEZ OLDOINI

Lisboa, 14 de maio de 1887.—O ministro dos negocios estrangeiros tem a honra de fazer os seus mais attenciosos comprimentos ao sr. marquez de Oldoini e de participar a s. ex.ª que pela proxima mala vão ser pedidas da provincia de Cabo Verde informações que foram consideradas precisas para determinar qualquer resolução do governo de Sua Magestade, com respeito á reclamação do subdito italiano o sr. Lavarello.

N.º 9

DESPACHO DO GOVERNO ITALIANO AO SR. MARQUEZ OLDOINI, DEIXADO POR COPIA AO SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES

Signor ministro.—Ebbi il rapporto della S. V. Ill.ma in data delli 16 corrente, col quale ella mi riferisce quanto fu da lei operato presso il governo di Portogallo, a favore del sig. Lavarello, nell'occasione in cui per lo stesso scopo si condusse costì l'onorevole deputato Berio.

Mi è grato apprendere dal detto rapporto della S. V. Ill.ma che il governo di Sua Maestà Fedelissima, stretto dalle efficaci ragioni da lei svolte, si é indotto a sottoporre la grave questione a novello esame.

Mentre mi aspetto dalla equità del governo portoghese che, ritornando sulla decisione presa, voglia accogliere la domanda del sig. Lavarello, prego la S. V. Ill.ma, a cui significo lode ed approvazione per la valida opera prestata, di manifestare a

codesto governo il vivo desiderio del governo del Re che si giunga quanto prima a soddisfacente componimento della vertenza.

Acciò il mio pensiero sia meglio noto costi, autorizzo la S. V. Ill.ma a dar lettura a S. E. il sig. ministro degli affari esteri di questo mio dispaccio, ed a rilasciargliene anche copia.

Colgo questa occasione per rinnovarle, signor marchese, gli atti della mia distintissima considerazione.

N.º 10

O SR. MARQUEZ OLDOINI AO SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES

Lisbonne, 16 décembre 1887.—Monsieur le ministre.—Par ses communications en date du 14 mois dernier, dont j'ai rendu compte au ministère royal des affaires étrangères à Rome, V. E., à cette époque ministre aussi de la marine, a bien voulu me faire savoir que, pour répondre à la dernière note et démarches verbales de la légation royale concernant l'affaire Lavarello, il était nécessaire de recevoir des informations ultérieures de Capo Verde, et que ces informations seraient demandées sans délai.

Depuis lors la légation de Sa Majesté n'a reçu aucune communication à ce sujet, et S. E. le ministre des affaires etrangères, n'ayant par conséquent rien appris qui témoigne de la part du gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle de l'intention de donner satisfaction aux justes désirs du gouvernement du Roi, vient de me prescrire de solliciter d'une manière efficace une réponse longuement attendue, en espérant qu'elle sera satisfaisante.

En priant V. E. de vouloir bien seconder, aussitôt qui possible, le vif desir que je suis chargé d'exprimer au nom de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous réitérer, M. le ministre, etc.

N.º 11

O SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES AO SR. COTTA, ENCARREGADO DOS NEGOCIOS DE ITALIA

Lisboa, 10 de março de 1888.—Ill.mo sr.—Contava eu ser-me possivel responder sobre a questão Lavarello em seguida á nota de instancia que o sr. marquez Oldoini me fez a honra de me dirigir em data de 16 de dezembro ultimo, e por esse motivo deixei de accusar a sua recepção.

Sabendo, porém, agora do illustre ministro da marinha que, alem da demora proveniente da necessidade do exame e minuciosa confrontação dos documentos, occorrêra a doença do funccionario encarregado d'esse exame, do que resultou não ser possivel ao governo dar a resposta pedida tão brevemente como esperava e devia, assim o communico a v. s.ª para seu conhecimento.

Aproveitando, etc.

N.º 12

O SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES AO SR. CONDE COLLOBIANO, MINISTRO DE ITALIA

Lisboa, 30 de abril de 1888.—Ill.^mo^ e ex.^mo^ sr.—Tendo subido ao governo de Sua Magestade, agora, o resultado do inquerito a que fôra submettida de novo a reclamação Lavarello, para se esclarecerem devidamente diversos pontos indicados na ultima memoria que o antecessor de v. ex.ª me fez a honra de me transmittir com a sua nota de 23 de abril do anno findo, cumpre-me expor a v. ex.ª as rasões em que o mesmo governo se baseia para considerar ainda a dita reclamação infundada a todos os respeitos.

Diz o reclamante, na citada memoria, que as rasões apresentadas pelo governo portuguez, na sua nota de 21 de janeiro de 1887, ao ministro de Italia para repellir novamente o pedido da indemnisação são manifestamente erroneas, e provam por fórma tão luminosa o contrario, que elle não póde deixar de refutar essas rasões com o fim de mostrar o seu direito a ser indemnisado do seguinte:

1.º Prejuizos que a auctoridade portugueza lhe causou na ilha de S. Vicente com a intimação feita ao capitão do vapor *Adria*, que partiu de Genova para Buenos Ayres, em 19 de agosto de 1884, com carta limpa do consul de Portugal, que declarou formalmente que o vapor seria recebido em livre pratica na dita ilha, onde chegou em 28 d'aquelle mez, sendo-lhe intimado que saísse immediatamente; e com a recusa da licença para desembarcarem no lazareto da cidade da Praia, ou outra ilha do archipelago de Cabo Verde, os passageiros transportados de Genova para S. Vicente e as mercadorias, no valor de 15:500 liras, pertencentes a elle reclamante, que era um dos passageiros.

2.º Prejuizos muito maiores que soffreu em virtude da intimação, com ameaça de violencia, para o vapor partir antes de completar a descarga de 6:000 quintaes de milho que começaram a ser descarregados quando, em 17 de outubro do referido anno, voltou áquella ilha, no regresso da viagem a Buenos Ayres e Montevideu, onde o vapor fôra recebido com livre pratica.

Nos dois grupos de prejuizos que ficam mencionados comprehendem-se numerosas e diversas questões, que convem discutir separadamente, expondo em relação a cada uma os fundamentos que lhe dizem respeito, e transcrevendo na integra ou em parte os documentos em que se baseia a impugnação, para que, comparando-a com o que allega o reclamante, mais facilmente se possa ajuizar das conclusões que apresenta.

1.ª

Prohibição de o vapor «Adria» ser admittido a livre pratica em 28 de agosto de 1884

Pretende o reclamante demonstrar que o vapor devia ter livre pratica na ilha de S. Vicente, quando ali ancorou na sobredita data, porque era portador de carta

de saude limpa, porque não houve doenças a bordo durante a viagem entre o porto de Genova e o d'aquella ilha, e porque o consul de Portugal na referida cidade italiana affirmára explicitamente que o vapor e os passageiros não teriam impedimento na mesma ilha.

O governo portuguez explicou claramente, nas suas notas de 21 de julho de 1886 e 21 de janeiro de 1887, o motivo por que o vapor não tivera livre pratica. Este motivo foi o ter o delegado de saude em S. Vicente considerado como inficionado de cholera morbus o porto de Genova, por assim lhe constar de telegrammas publicados em jornaes estrangeiros, de cartas provenientes de Italia e de noticias dadas por alguns dos passageiros do mesmo vapor, indicando-lhe todas estas informações que a alludida molestia se havia desenvolvido epidemicamente em cinco provincias do norte de Italia, nas cercanias de Genova e tambem n'esta cidade.

Foi mais explicado que, não sendo a carta de saude e o facto de não ter havido doenças a bordo as unicas circumstancias a attender por occasião das visitas sanitarias nos navios, devem ser tidas em consideração diversas occorrencias que se tenham dado, a fim de se regular o procedimento a seguir em taes visitas.

As citadas informações, em que se comprehendiam algumas insuspeitas, por terem sido fornecidas por passageiros procedentes de Genova, eram sufficientes para o delegado de saude ser cauteloso e não permittir a livre pratica a um navio que viesse de porto inficionado; por isso resolveu com acerto que o vapor fosse considerado como de procedencia inficionada, e deixou de attender á carta de saude e ao não ter havido doenças durante a viagem, pondo em execução o disposto na excepção segunda do artigo 94.º do regulamento geral de sanidade maritima.

Poucos dias depois d'aquella resolução conheceu o delegado de saude que estavam confirmadas as informações que havia tido, sendo-lhe dado esse conhecimento por meio do boletim de sanidade maritima n.º 222, de 7 de agosto de 1884, em que foram considerados como inficionados de cholera morbus, desde 31 de julho antecedente, os portos do golpho de Genova.

A affirmação attribuida ao consul em Genova, de que o navio teria livre pratica na ilha (affirmação cuja solicitação mostra que havia motivo da parte do reclamante para duvidar, em presença, de certo, do estado sanitario da Italia, de que a carta de saude limpa fosse a expressão da verdade e permittisse a livre pratica), já disse não ser acto de natureza a envolver a responsabilidade do governo para o effeito do pagamento de qualquer indemnisação; mas succede que, tendo-se depois procedido a averiguação sobre a natureza d'esta affirmação, em officio de 17 de julho de 1887, declara «o consulado de Portugal em Genova que não affirmou aos carregadores que o sobredito vapor *Adria* seria recebido em S. Vicente sem algum impedimento, como affirma o reclamante Lavarello».

Prova-se com o que fica expendido:

1.º Que a auctoridade sanitaria em S. Vicente tinha sufficientes fundamentos para pôr impedimento ao vapor, aos passageiros e á carga;

2.º Que o seu procedimento foi em harmonia com os preceitos da lei de sanidade maritima;

3.º Que a affirmação attribuida ao consul de Portugal em Genova, se tivesse sido proferida, não implicava responsabilidade alguma para o governo portuguez;

4.º Que em vista do que declarou o consulado não póde acceitar-se como valida a sobredita affirmação.

2.ª

Recusa de serem admittidos no lazareto da ilha de S. Thiago os passageiros e as mercadorias, e intimação para o vapor saír do porto

Entende o reclamante que foram arbitrarias as ordens relativas áquellas recusa e intimação e abertamente violado o artigo 87.º do já citado regulamento de sanidade maritima, em que se determina que as quarentenas de rigor só podem ser feitas em portos onde haja lazaretos.

Observa que o governo portuguez, tendo invocado, na sua nota de 21 de julho de 1886, as disposições do referido artigo para demonstrar que o vapor não devia ter communicação com a ilha de S. Vicente, se contradisse na segunda nota de 21 de janeiro de 1887, quando declarou que o mencionado regulamento de 12 de novembro de 1874 não estava *in totum* em vigor no anno de 1884, visto que os avisos do ministerio dos negocios do reino, publicados no *Diario do governo* de 16, 19 e 28 de julho de 1884, e especialmente o d'esta ultima data, em que estão comprehendidos os dois precedentes avisos, prohibiu o desembarque de pessoas e a descarga de mercadorias nos portos do continente do reino e ilhas adjacentes, se os navios que as transportassem fossem procedentes de porto sujo de cholera morbus, e diz não serem estas disposições applicaveis ás provincias ultramarinas portuguezas.

Quer fazer persuadir que um officio da extincta repartição de saude naval e do ultramar, de 3 de fevereiro de 1874, regulava em 1884 os direitos sanitarios dos navios nos portos das ditas provincias, não devendo n'este serviço fazer-se applicação dos mencionados avisos.

Ainda em referencia á carta de saude limpa, á não admissão dos passageiros e das mercadorias e á ordem para o vapor saír do porto, o reclamante, analysando a nota do governo portuguez, de 21 de janeiro de 1887, que declarou que não é responsavel pelos prejuizos que se podessem derivar da falta do consul em Genova por ter passado carta limpa em 19 de agosto de 1884, estando este porto já qualificado de inficionado de cholera morbus, diz que tal declaração «encerra uma theoria inacceitavel do direito internacional e das gentes, porque a culpa grave do representante de um governo estrangeiro obriga o mesmo para com o prejudicado, quando é commettida no exercicio da representação e em execução dos actos da mesma», e acrescenta: «das leis de uma nação devem todos aquelles que com essa têem relações suppor-se informados, mas de providencias extraordinarias e provisorias não acontece o mesmo, e quando o representante consul de nação, que tem por officio e mandato notifical-as e providenciar em conformidade e está para o exercicio d'este mandato officialmente reconhecido, declara que essas mesmas providencias não existem, evidentemente incorre na responsabilidade dos prejuizos por conta do seu mandante».

Sobre estas quatro allegações passo a expor as observações seguintes:

a) Quando, no anno de 1884, se desenvolveu em Toulon e em Marselha a epidemia da cholera morbus, o presidente da junta de saude da provincia de Cabo Verde foi, em 4 de julho, por ordem do respectivo governador geral, á ilha de S. Vicente, a fim de dar instrucções ao delegado de saude sobre as providencias que deviam ser adoptadas para impedir que a epidemia invadisse aquella ilha, tão frequentada por navios procedentes de differentes portos da Europa, situados no Oceano Atlantico e no Mediterraneo. Nas instrucções verbaes, que então deu o presidente da junta, foi recommendado o maior rigor tendente a obstar á invasão da molestia na ilha, e esta recommendação foi depois repetida em officio da junta de saude nos termos seguintes: «... nos casos imprevistos por lei deve v. s.ª (o delegado de saude) providenciar no mesmo sentido (o emprego de todos os meios ao seu alcance para evitar a importação da cholera, de que se acham invadidos alguns paizes da Europa), embora as providencias tomadas possam ser interpretadas como afastando-se do regulamento em vigor».

O delegado de saude, que já tinha conhecimento do aviso do ministerio dos negocios do reino, de 26 de julho de 1884, publicado no *Diario do governo* n.º 168, de 28 do mesmo mez, em que se ordenou que nenhum navio procedente de porto sujo de cholera morbus, ou suspeito d'esta doença, fosse admittido a desembarque de pessoas ou descarga de mercadorias nos portos do continente do reino e das ilhas adjacentes, entendeu que, para salvaguardar a saude publica do seu districto sanitario, lhe cumpria, em harmonia com as instrucções da junta de saude, proceder de fórma similhante á determinada no dito aviso, e não permittir que os passageiros e as mercadorias fossem fazer quarentena no lazareto da cidade da Praia, sem todavia obstar a que o *Adria* recebesse o fornecimento de carvão de que precisava, e que effectivamente recebeu.

Se em Lisboa, onde ha um lazareto e um serviço sanitario maritimo regularmente montado, se julgou necessario alterar a lei vigente, adoptando-se providencias extraordinarias em opposição aos preceitos legaes, igual foi o fundamento do delegado de saude para não permittir que um navio, que procedia de porto inficionado de cholera morbus, desembarcasse os seus passageiros e descarregasse as suas mercadorias para irem para o lazareto situado a grande distancia, sendo necessario transportarem-se de uma para outra ilha em embarcações que não teriam as condições indispensaveis para este serviço.

O direito da defeza levou a auctoridade sanitaria a pôr em pratica os meios considerados como efficazes a bem da saude publica; não consentindo que os passageiros e a carga fossem para o lazareto, e mandando saír o vapor, seguiu o exemplo do governo da metropole e o de outras nações, que no anno de 1884 julgaram indispensavel o uso de providencias rigorosas que assegurassem a immunidade das povoações em relação a uma doença que tão desastrosos effeitos estava então produzindo em diversos paizes.

b) Quanto á contradicção que diz haver entre a nota de 21 de julho de 1886 e a de 21 de janeiro de 1887 e ao não se declarar no aviso do ministerio dos nego-

cios do reino, de 26 de julho de 1884, que as suas disposições seriam applicaveis ás provincias ultramarinas, tenho a dizer que o governo invocou na sua nota de 21 de julho de 1886 o que se acha determinado no artigo 87.° do regulamento de sanidade maritima, para provar que a quarentena de rigor não podia ser feita na ilha de S. Vicente por não haver ali lazareto. E, como o reclamante insistiu em querer demonstrar que a quarentena poderia ser permittida no lazareto da ilha de S. Thiago, foi contestado na segunda nota, datada de 21 de janeiro de 1887, que nem essa permissão podia ser dada, visto que, tendo-se adoptado para os portos do continente de Portugal e das ilhas adjacentes, e para casos similhantes, as providencias rigorosas constantes do mencionado aviso de 26 de julho de 1884, deveria proceder-se por igual modo na provincia de Cabo Verde, observando-se as instrucções que o delegado de saude na ilha de S. Vicente tinha recebido da junta a que é subordinado, nas quaes lhe fôra recommendado que empregasse todos os meios ao seu alcance para evitar a importação da cholera, embora as providencias tomadas podessem ser interpretadas como afastando-se do regulamento em vigor.

Effectivamente o delegado de saude afastou-se do regulamento em vigor por motivo de salvação publica, como por igual motivo o governo portuguez adoptou algumas disposições contrarias ao mesmo regulamento.

O rigor, que se julgou necessario tanto nos portos de Portugal como nos da provincia de Cabo Verde, foi identico ao que em outros paizes se poz em pratica para salvaguardar a saude das populações. O governo da Gran-Bretanha, em cujas leis preventivas não se inclue o systema quarentenario, não hesitou em consentir que as auctoridades inglezas no Mediterraneo o adoptassem no maximo grau de rigor; em virtude do que a junta sanitaria de Gibraltar e a de Malta resolveram não admittir n'estes portos, e intimáram a saír, os navios que eram procedentes de Italia na occasião em que o delegado de saude em S. Vicente fez igual intimação ao vapor *Adria,* que procedia d'aquelle paiz.

Deu-se o caso de um governo, que não acceita como meio preventivo as quarentenas, approvar, em opposição ás leis do seu paiz, que não fossem admittidos em portos da sua dependencia as embarcações procedentes de portos inficionados. O receio da invasão de uma epidemia assoladora levou o mesmo governo a afastar-se das regras ordinarias, tendo em attenção a suprema lei de salvação publica e o sentimento das populações de Gibraltar e de Malta, que, recordando-se dos estragos causados por epidemias que haviam grassado n'estas localidades, julgaram indispensavel a sua incommunicação com os navios vindos da Italia.

Similhante foi o receio do governo portuguez, fundando-se, alem d'isto, no que as observações scientificas recentes têem demonstrado a respeito da incubação, da marcha e da propagação da cholera morbus, para julgar insufficientes as disposições da lei sanitaria vigente e para ordenar providencias excepcionaes mais rigorosas.

Foi ainda o mesmo receio que induziu a junta de saude da provincia de Cabo Verde a recommendar providencias, tambem extraordinarias, que o seu delegado

entendeu dever adoptar, attendendo por este modo ao terror de que estavam possuidos os habitantes da ilha de S. Vicente e das outras ilhas do archipelago, que se recordavam dos funestos effeitos da epidemia cholerica que ali foi levada, no anno de 1846, pelo vapor *Eclair*, e que tinham noticias do que estava succedendo em diversos pontos da Europa, no anno de 1884, com uma epidemia de igual natureza.

Subordinado tambem ao pensamento da salvação publica, não attendeu Portugal ás reclamações de differentes governos estrangeiros, como já expuz na minha anterior nota, ácerca das providencias extraordinarias adoptadas então no Tejo, nos outros portos do continente e nos das ilhas adjacentes, não annuindo por isso ao que reclamaram a Inglaterra, a Allemanha e a Hollanda, no respeitante ás precauções sanitarias, não conformes com o regulamento geral de sanidade maritima, que se adoptaram na ilha da Madeira, quando ali aportaram os vapores *Grantully Castle* e *Sherbro* e a barca *Henrich von Schweder*.

As circumstancias anormaes e graves do estado sanitario de alguns pontos da Europa, no anno de 1884, obrigaram o governo portuguez a decretar, em 10 de julho, que estavam em vigor as disposições das cartas de lei de 10 de janeiro de 1854 e 5 de julho de 1855, pelas quaes ficou auctorisado a tomar todas as providencias administrativas extraordinarias para impedir a invasão da cholera morbus ou para a debellar; por este motivo ordenou que se executassem algumas resoluções temporariamente para o indicado fim, embora contrarias a outras do regulamento, que no restante não foi revogado.

As mesmas circumstancias motivaram o que, por modo analogo, se praticou em Cabo Verde, onde o regulamento geral de sanidade continuou a vigorar, excepto na parte relativa á admissão de passageiros e de mercadorias no lazareto, procedentes da Italia.

Não houve, pois, contradicção na segunda nota de 21 de janeiro de 1887, em que foi necessario explicar, em resposta a uma das allegações do reclamante, que o dito regulamento não estava *in totum* em vigor no anno de 1884, visto terem-se adoptado na provincia de Cabo Verde, a exemplo do que se estava praticando em Portugal e em outros paizes, providencias consideradas como efficazes para impedir a importação da molestia.

c) Segundo a memoria que estou analysando, deviam ser respeitadas como lei sobre o assumpto de sanidade maritima as instrucções que constam de um officio escripto e assignado em 3 de fevereiro de 1874, e não podia em vista d'ellas executar-se em Cabo Verde o disposto nos citados avisos do ministerio dos negocios do reino de 16, 19 e 28 de julho de 1884.

Para se conhecer o valor que poderia ter, em agosto de 1884, o mencionado officio, é necessario transcrevel-o na integra, o que mostrará que aquella opinião é insustentavel; antes, porém, de o transcrever convem fazer uma rectificação: o officio foi expedido no anno de 1874, e, tendo sido novamente publicado no boletim official de Cabo Verde n.º 9, em data de 1 de março de 1884, houve erro n'esta publicação, designando-se o anno de 1884 em logar do de 1874, o que fez persuadir que as instrucções eram de recente data.

«Copia.—Repartição de saude naval e do ultramar—N.º 4—Ill.mo sr.—Constando officialmente n'este ministerio que a classificação dos portos, em relação á sua salubridade, é regulada, em algumas provincias ultramarinas, segundo as communicações mensaes enviadas da repartição de saude naval e do ultramar aos chefes do serviço de saude d'essas provincias, encarrega-me o ex.mo ministro e secretario de estado dos negocios da marinha e ultramar de fazer saber a v. s.ª que aquellas communicações devem ser consideradas sómente como esclarecimentos ácerca dos portos que estão classificados pelo ministerio do reino, como salubres ou insalubres, nas datas em que ellas são expedidas; devendo os empregados de saude d'essa provincia, quando visitarem quaesquer navios, attender ás declarações authenticas que constam das cartas de saude, ás suas datas, ao estado sanitario das tripulações e passageiros, e, em resumo, ás disposições regulamentares que, para similhantes casos, vigoram na provincia, a fim de resolverem sobre as providencias sanitarias que, em taes circumstancias, sejam indispensaveis.

Deus guarde a v. s.ª Secretaria d'estado dos negocios da marinha e ultramar, em 3 de fevereiro de 1874.—Ill.mo sr. chefe do serviço de saude da provincia de Cabo Verde.=(Assignado) *João Francisco Barreiros,* chefe da repartição.»

Vê-se, pois, que este officio contém apenas umas instrucções que não prejudicam o que esteja estabelecido sobre o serviço de sanidade maritima, pois n'elle foi recommendado que se attendesse ás declarações authenticas que constam das cartas de saude, ás suas datas, ao estado sanitario das tripulações e ás disposições regulamentares que para similhantes casos vigoram.

No anno de 1884 estava em vigor, como ainda hoje está, o regulamento geral de sanidade maritima, que, na excepção 2.ª do seu artigo 94.º, manda considerar como de procedencia inficionada os navios, no caso de constar que nos portos de partida se haja manifestado a cholera morbus n'algum dos cinco dias immediatos á saída dos mesmos navios, ainda que sejam procedentes de porto limpo e apresentem carta de saude limpa e regular. N'este caso se achava o vapor *Adria,* que era portador de carta limpa, mas que saíra de Genova, porto inficionado de cholera morbus, como constava ao delegado de saude em S. Vicente, verificando-se depois, segundo o boletim de sanidade maritima n.º 222, de 7 de agosto de 1884, que o referido porto já estava inficionado da sobredita molestia desde 31 de julho antecedente, ou dezenove dias antes da partida do vapor.

No officio mandou-se *attender* a certas circumstancias, e, não obstante ter sido expedido em 1874, as suas disposições tinham de ser até certo ponto observadas; porém não eram as unicas a seguir nas visitas sanitarias aos navios, como fica demonstrado com a citação do que estabelece o artigo 94.º do regulamento.

Não deviam nem podiam, portanto, ser desprezadas todas as demais regras prescriptas para as indicadas visitas. Se alguma vez forem desprezadas, poderão sobrevir graves consequencias, como, por exemplo, a de se dar livre pratica a pessoas, bagagens e mercadorias recebidas durante a viagem a bordo de um navio de procedencia limpa, mas provenientes de porto inficionado, tornando-se assim importadoras de doenças epidemicas ou contagiosas.

O reclamante deu ao verbo *attender* uma significação que não tem, traduzindo-o pelo verbo *attenersi,* que tem a significação de obrigar a não ultrapassar certos limites, o que é inadmissivel no caso de que se trata.

d) A minha nota de 21 de janeiro de 1887 pareceu-me mostrar com clareza que, se o consul em Genova commetteu alguma falta, passando carta de saude limpa, essa falta não envolveu, como a affirmação que lhe é attribuida, responsabilidade do governo para o effeito de uma indemnisação a pagar, nem a obrigação de responder pelos prejuizos que d'ahi podessem resultar. Isto me dispensa de fazer qualquer consideração sobre a insistencia da pretendida responsabilidade relativa á carta de saude.

Do que fica relatado conclue-se:

1.º Que a prohibição de quarentena no lazareto foi de accordo e em obediencia ás instrucções que a junta de saude tinha dado ao seu delegado em S. Vicente, e em harmonia com as resoluções adoptadas para os portos portuguezes da Europa e com o procedimento havido em outros paizes.

2.º Que o motivo de não ser executado o disposto no artigo 87.º do regulamento geral de sanidade maritima foi a necessidade de se adoptar uma providencia extraordinaria considerada como a mais efficaz para impedir a importação da epidemia cholerica, sem por esse modo ficarem revogadas as demais disposições regulamentares.

3.º Que não se deu a supposta contradicção entre as duas notas do governo, e que a citada providencia extraordinaria se justifica em Cabo Verde, como justificada foi a que, por igual modo e por igual motivo, se ordenou em differentes paizes.

4.º Que as instrucções exaradas n'um officio expedido em 3 de fevereiro de 1874, com o fim de se prestar attenção a diversas circumstancias que possam esclarecer sobre o modo como se deve proceder nas visitas sanitarias aos navios, não prejudicaram as regras já estabelecidas n'aquelle anno, nem eram as unicas que então se seguiam, assim como não podiam prejudicar as disposições do regulamento de data posterior, de 12 de novembro de 1874, o qual sómente tres annos depois começou a vigorar nas provincias ultramarinas, segundo foi ordenado em portaria circular de 30 de outubro de 1877.

5.º Que os actos praticados pelo consul em Genova, e a affirmação que lhe é attribuida, mas que é negada, não impõem responsabilidade ao governo por prejuizos soffridos.

3.ª

Imposição de quarentena ao vapor «Adria» quando regressou dos portos da America do Sul

Diz-se na memoria que, para evitar a quarentena que seria imposta ao vapor, se elle fizesse escala por portos do Brazil que estavam inficionados, os passageiros destinados para Cabo Verde despenderam 8:000 liras, como compensação para não se effectuar aquella escala, e que, vindo directamente de Buenos Ayres e Montevideu, onde tiveram livre pratica, e não tendo havido doenças a bordo, foram

elles e o vapor sujeitos a quarentena, permittindo-se a descarga de 6:000 quintaes de milho para ser beneficiado em lanchas.

Se o reclamante e outros passageiros despenderam alguma quantia para não irem aos portos do Brazil, fizeram um contrato particular para seu interesse, sem ficarem por isso isentos da applicação da lei de sanidade maritima a que tinham de sujeitar-se em porto portuguez, visto terem procedido primitivamente do de Genova, que estava inficionado de cholera morbus. Ainda que tivessem sido submettidos a quarentena na America do Sul, e ainda que as bagagens e mercadorias da primitiva procedencia soffressem ali qualquer beneficiação sanitaria, essas providencias preventivas não podiam dispensar a applicação das que se executaram em S. Vicente, por assim o determinar expressamente o artigo 114.º do citado regulamento, devendo tambem o milho comprado em Buenos Ayres ser sujeito a beneficiação, por ter sido transportado juntamente com outras mercadorias procedentes de Genova e os saccos ou taras contendo cereaes, conforme está prescripto no artigo 166.º do mesmo regulamento.

A quarentena imposta ao vapor, aos passageiros e ao carregamento, em 16 de outubro de 1884, foi um acto consequente de haverem procedido de um porto da Europa inficionado, deixando-se de se usar então do rigor que houvera com o *Adria* em agosto precedente. As diversas circumstancias em que o vapor estava em cada um d'aquelles mezes motivaram a differença das prevenções sanitarias.

Em agosto tinha vindo de um porto considerado inficionado; por isso não foi admittido á livre pratica; teve intimação para saír, por não poder ser feita em S. Vicente a quarentena, que tambem não se permittiu no lazareto aos passageiros e ás mercadorias, pelos motivos que já mencionei. No mez de outubro, tendo decorrido dois mezes depois da primeira escala na ilha, não havendo doenças a bordo, e tendo communicado com portos limpos, podiam ser adoptadas, como o foram, providencias menos rigorosas que garantissem a preservação de salubridade publica e não obstassem ás transacções commerciaes; cumprindo notar que o procedimento havido em outubro foi benevolo, e não chegou ao rigor usado no porto de Lisboa com o vapor *Sainte-André*, ao qual não foi permittida a descarga de mercadorias procedentes de Marselha, que estava então inficionada de cholera morbus, não obstante terem sido beneficiadas no Havre.

Vem a proposito citar um facto, a que alludi na minha nota de 21 de janeiro de 1887, para comprovar o acertado criterio, a prudencia e a intelligencia do delegado de saude no cumprimento dos seus deveres.

Este funccionario, Antonio Manuel da Costa Lereno, accusado pelo subdito italiano Michel Angelo Lavarello de ter praticado actos illegaes, arbitrarios e contra o direito das gentes em relação ao vapor *Adria*, foi o mesmo delegado que, em novembro de 1884, consentiu que fossem prestados os indispensaveis soccorros ao vapor *Matteo Bruzzo*, que não encontrou esse espirito de humanidade nos portos de Buenos Ayres, Montevideu e Rio de Janeiro, onde lhe foi negado o fornecimento de agua, comestiveis e combustivel; merecendo esse acto seu o reconhecimento ma-

nifestado em agradecimentos que os tripulantes e passageiros do *Matteo Bruzzo* lhe dirigiram por occasião de saírem do porto de S. Vicente.

As circumstancias mais graves d'esse vapor, tambem italiano, por ter a bordo doença contagiosa, não intimidaram o delegado de saude para permittir que os referidos soccorros fossem dados, com as cautelas que o caso exigia. O seu procedimento foi coherente com o que tivera em agosto, consentindo o fornecimento de carvão ao *Adria*, e impedindo-lhe a communicação com a terra. Em outubro foi menos rigoroso, por serem diversas as circumstancias, o que bem mostra que, conforme estas se deram, foram adequadamente applicadas as providencias sanitarias.

4.ª

Ordem attribuida á auctoridade da ilha de S. Vicente para ser suspensa a descarga do milho e para o vapor saír do porto

Lê-se na reclamação que Michel Angelo Lavarello comprára em Buenos Ayres 6:000 quintaes de milho para vender em Cabo Verde, e que, tendo começado a descarga d'este cereal para ser beneficiado em lanchas, e estando apenas 512 quintaes descarregados, foi intimado o capitão do vapor a saír do porto immediatamente e antes da noite, sendo ameaçado com o emprego da força, se desobedecesse, do que resultou interromper-se a descarga e serem conduzidos para Genova os 5:488 quintaes destinados para S. Vicente.

Para sustentar o pedido de indemnisação por ter sido vendido por baixo preço o milho em Genova, em consequencia de não se ter descarregado n'aquella ilha, fazem-se as seguintes allegações:

a) Que á primeira memoria do reclamante estavam juntos, e ainda se encontram no processo, os documentos n.os 7 e 10, que se diz serem uma conta authentica da sociedade Rocco Piaggio & Filhos, comprovando a acquisição da quantidade de milho embarcada e destinada a S. Vicente, e outra conta, tambem authentica e da mesma firma commercial, demonstrando que a parte do milho carregada em Buenos Ayres e não descarregada na ilha foi vendida em Genova por conta da referida sociedade;

b) Que com os depoimentos jurados do capitão, dos officiaes e de nove passageiros do *Adria*, prestados perante differentes auctoridades italianas, se provou que o vapor fôra posto em quarentena quando voltou dos portos do Rio da Prata, que se dera licença para os passageiros irem fazer quarentena no lazareto da cidade da Praia e para descarregar em barcos o milho, e que se expedíra a ordem peremptoria, vexatoria e em summo grau injuriosa para a bandeira italiana, obrigando a saír o vapor antes de estar concluida a descarga que havia sido permittida;

Que, de todos os documentos apontados pelo reclamante, o governo portuguez examinou sómente quatro, e não fez referencia aos que acompanharam a memoria de 5 de setembro de 1886;

Que, apesar dos sobreditos depoimentos, o governo prestou fé unicamente á declaração do seu delegado, auctor da ordem censurada, e interessado em não dizer a verdade;

c) Que é uma zombaria inopportuna e de mau gosto o querer explicar que os 5:488 quintaes de milho ficaram voluntariamente a bordo, porque este genero tinha em S. Vicente só o preço de 10 liras, pois o carregador, estando em quarentena e sem communicação com a ilha de S. Vicente, não é verosimil que abandonasse de propria vontade nove decimos da sua mercadoria sem saber que destino teriam, e provou documentalmente que em outubro de 1884 o milho tinha na ilha o valor de 32 a 33 liras por quintal.

Passemos a examinar e a contestar cada uma das citadas allegações.

a) A memoria de 26 de outubro de 1885 faz referencia a uma factura *annexa*, que é duas vezes citada: na primeira vez quando se diz que foram comprados 6:000 quintaes de milho, e na segunda quando se pretende demonstrar que foram vendidos em Genova 5:488 quintaes ao preço de 39:284 francos; mas, se este documento é uma das contas a que se refere o reclamante, não foi ella effectivamente examinada, bem como a outra de que falla agora; e se v. ex.ª assegurar que estes dois documentos faziam parte dos que me haviam sido confiados pelo antecessor de v. ex.ª, eu não poderei insistir no motivo que me parece ter havido para isso, e que foi não me terem sido presentes. Se me tivessem sido apresentados com o processo, talvez o governo se julgasse dispensado de requisitar novos esclarecimentos para se conhecer da exactidão da quantidade de milho comprada com destino para Cabo Verde, no caso de os dois referidos documentos demonstrarem o que se pretende provar; sendo, porém, duvidoso, segundo as informações officiaes antes recebidas da dita provincia, que fossem para ella destinados os 6:000 quintaes de milho, requisitou-se ao governador geral «uma copia authentica do manifesto ou de qualquer documento que diga respeito á quantidade de milho transportado pelo vapor *Adria* no mez de outubro de 1884 para a ilha de S. Vicente, e outra copia, do mesmo modo authenticada, do conhecimento entregue pelo carregador para o despacho».

Consta da certidão recebida «que não foi entregue na alfandega da ilha de S. Vicente manifesto algum ou documento equivalente».

Consta mais das informações do director da alfandega que não é possivel passar-se copias do conhecimento, o qual, tendo sido apresentado para despacho, não foi registado, na intenção de ficar junto ao processo, quando fosse despachada a ultima porção do milho, e não se encontra n'aquella casa fiscal.

Na impossibilidade de ser passada a certidão requisitada, a auctoridade superior da ilha de S. Vicente tratou de obter, por intermedio do consul argentino ali residente, uma declaração do administrador da alfandega de Buenos Ayres, que mostrasse se Michel Angelo Lavarello tinha comprado milho n'este porto em setembro de 1884, para que destino e qual a quantidade.

A resposta telegraphica foi nos seguintes termos:

«Vapor *Adria* cargó setiembre 1884 cuenta Ernesto Piaggio 1:270 bolsas maiz no figura nombre Lavarello.»

Ainda que este telegramma já demonstrasse que o reclamante não podia ser considerado como comprador do milho, entendeu o governo que devia tratar de

obter outros esclarecimentos que dessem a certeza da quantidade, da procedencia, do destino, dos carregadores e dos destinatarios de todo o milho conduzido pelo vapor *Adria;* e para esse fim requisitou-se ao consul geral de Portugal em Genova uma copia do manifesto dos generos comprados nos portos da America do Sul e embarcados n'aquelle vapor.

Recebida uma certidão da alfandega de Genova, encontram-se registadas n'este documento todas as mercadorias ali compradas, em que se incluem as que passo a indicar com os esclarecimentos que lhes dizem respeito.

Numero de ordem	Logar do embarque	Fardos			Qualidade	Destino	Nomes e appellidos dos destinatarios e carregadores
		Marcas e numeros	Especies	Quantidades			
5	Buenos Ayres	A B	Saccos	1:258	Milho	Genova	E. Piaggio. Ordem.
6	»	»	»	4:684	»	»	E. Piaggio. A si mesmo.
7	»	»	»	2:009	»	»	G. Granera. Parpaglioni.

Descarga

Especificação n.º 5. — Saccos 1:259 milho para o estrangeiro, passe estrangeiro.
N.º 153, de 12 de novembro, e 273, do 20 de novembro de 1884 (Paganetti).

Especificação n.º 6. — Saccos 4:684 milho; diversos expedidos com guia de transito e passe estrangeiro e outros despachados por entrada por Rocco Piaggio.

Especificação n.º 7. — Saccos 2:009 milho expedidos para o estrangeiro, com passe e marca estrangeira n.ºs 60, 106 e 123, de novembro de 1884, por Paganelli.

Nenhuma outra porção de milho se encontra mencionada na certidão que fica extractada, que é um documento insuspeito e incontestavel, e que prova que Michel Angelo Lavarello não tem direito a apresentar qualquer reclamação sobre a totalidade de 6:000 saccos, porque o seu nome não figura no manifesto do carregamento como carregador ou destinatario; provando tambem que todo o milho embarcado se destinava para Genova.

Falta-lhe, portanto, a competencia para fazer reclamação na qualidade de dono ou de consignatario com relação áquelle numero total de saccos. O que se póde admittir é que o reclamante se tornou, por meio de alguma transacção com os carregadores, proprietario dos 512 saccos descarregados e descriptos no conhecimento de embarque, e que sómente com referencia a este numero de volumes lhe seria permittido reclamar sobre o assumpto para que tivesse fundamento.

Supponha-se, porém, por hypothese, que o signatario da memoria carregou por sua conta 6:000 saccos d'este milho. N'este caso destinou para a ilha de S. Vicente apenas 512 saccos, como consta do conhecimento *escripto em Buenos Ayres na data de 25 de setembro de 1884*, antes de se poder saber se a descarga na ilha não seria completada, pois que esse documento é o indicador do numero e qualidade de volumes que deviam ter tal destino.

Pondera-se mais que, se havia a intenção de deixar em S. Vicente 6:000 saccos de milho, tinham indispensavelmente de ser tomadas com brevidade as providen-

cias necessarias para a descarga de todos os volumes, incluindo entre ellas a de se mandarem lanchas em numero sufficiente para os receber.

A casa commercial Cory Brothers & C.ª, a quem pertencem as embarcações alugadas por Lavarello para o indicado fim, declarou em carta de 4 de julho de 1887, respondendo a um officio do administrador do concelho de S. Vicente, que duas das suas lanchas *(tuo of our lighters)* estiveram empregadas no serviço da descarga.

Concedendo-se que as alugadas para a descarga fossem das maiores que se empregam n'este serviço, poderiam ellas receber apenas metade de 6:000 saccos, e o facto de terem sido sómente duas empregadas denota que não havia aquelle numero de volumes para descarregar. Se o houvesse, ter-se-ia providenciado para abreviar um serviço que devia ser feito com rapidez durante a não longa demora do vapor que tinha de partir para a Europa.

b) Allega o reclamante que já provou, com depoimentos jurados do capitão, dos officiaes e de oito passageiros do vapor *Adria,* ter sido dada ordem para se suspender a descarga do milho e para a partida sem demora e antes de começar a noite, e diz que os referidos individuos affirmaram, perante as auctoridades italianas que os inquiriram, que na occasião de ser o *Adria* visitado pelo capitão do porto e pelo delegado de saude fôra feita a intimação para ficar sob quarentena, indo depois de terra licença para a descarga do milho em lanchas, licença que foi revogada quando estavam descarregados apenas 512 saccos, sendo então dada a ordem para a partida sem demora, sob pena de se empregar a força, se houvesse desobediencia.

Quanto á prova documental, tenho a dizer que no processo ha sómente os seguintes documentos sobre o assumpto: copia das declarações juradas do capitão do vapor e do primeiro official na data de 20 de agosto de 1888, copia de outra do segundo official e na mesma data, copia de mais uma do passageiro Lubrano, de 7 de setembro immediato, e tambem copia do diario de bordo.

Não vi outros depoimentos referidos á pretendida prova, alem dos quatro que deixo mencionados, e a estes alludi nas minhas notas; não tendo o reclamante rasão para observar que se não fizesse referencia aos que não foram examinados nem estão no processo.

Todos os quatro depoentes são unanimes na affirmativa de se haver concedido o desembarque dos passageiros e a descarga do milho e de ter havido contra-ordem mandando suspender a descarga, ordenando-se tambem n'essa occasião que o vapor saísse do porto antes da noite; mas divergem na maneira de explicar como foi dada a contra-ordem. Os tres officiaes do vapor, incluindo-se entre elles o capitão, disseram nos seus depoimentos:

«... mais tarde mandaram licença de terra para desembarcar-se o milho nos lanchões, mas no mesmo dia, quando já tinham desembarcado 512 saccos, de repente intimou-se ao *Adria* de partir antes da noite, sem demora.»

O passageiro Lubrano foi o unico que affirmou nos seguintes termos que a contra-ordem fôra dada pela auctoridade:

«... mas, apenas principiada a descarga da dita mercadoria, a mesma aucto-

ridade sanitaria com nova e peremptoria ordem, intimada verbalmente ao capitão, quiz que cessasse a descarga da mercadoria, e que o vapor partisse sem demora. Contra esta ordem o capitão protestou, mas inutilmente, e foi-lhe forçoso partir...»

A falta de conformidade n'estes depoimentos não permitte conhecer-se com exactidão se houve ou não a alludida contra-ordem, e se ella foi ou não competentemente intimada. É muito vago o dizer-se que se intimou a partida do vapor, sem se especialisar a auctoridade que fez a intimação, e é notavel que os tres officiaes, um dos quaes necessariamente a teria recebido, se tivesse sido feita, não dissessem quem a fizera, e se foi escripta ou verbal.

A duvida não póde ser esclarecida com o depoimento do passageiro Lubrano, por ser a unica testemunha que indicou a auctoridade sanitaria; e o facto de não haver sido apresentado ás auctoridades da ilha o protesto, que se diz fôra feito, tambem não permitte obter algum esclarecimento sobre o assumpto.

O delegado de saude declarou expressamente, em officio, que não dera ordem para ser suspensa a descarga do milho e para o *Adria* saír do porto de S. Vicente no mez de outubro de 1884, dizendo que se prova o não ter dado a ordem, que lhe é attribuida, com a concessão, que antes fizera, do desembarque dos passageiros e da carga.

Na minha nota de 21 de janeiro transcrevi aquella declaração, á qual o governo portuguez entendeu dever dar plena fé; mas o reclamante considera aquelle funccionario suspeito, como interessado em não dizer a verdade, e quer que os quatro depoimentos citados sejam evidente prova da sua asserção.

Essa prova é completamente annullada por outra tambem testemunhal e igualmente ajuramentada.

Em virtude do que se ordenou ao governador geral de Cabo Verde, mandou esta auctoridade proceder a novo inquerito e a novas indagações, para se conhecer se devia ou não dar-se credito ao que diz o reclamante e ao que consta dos quatro depoimentos.

Foram inquiridos pelo administrador do concelho da ilha de S. Vicente doze testemunhas, cujos nomes e qualidades vou mencionar, extractando em seguimento o que cada uma depoz, para assim facilitar a apreciação das rasões em que se fundamenta a impugnação que apresento.

Testemunhas:

1.ª Antonio Candido Martins, patrão mór, que acompanhou o delegado de ronda na visita.

2.ª Antonio José Leite, meirinho da alfandega, que tambem acompanhou o delegado.

3.ª Wenceslau de Oliveira, remador da alfandega, que foi a todas as visitas a bordo.

4.ª Thomás Domingos de Barros, idem, idem.

5.ª Joaquim Evone, idem, idem.

6.ª Antonio Soares dos Santos, idem, idem.

7.ª João Domingos de Barros, guarda da alfandega, servindo de guarda de saude.

8.ª Thiago da Cruz, idem, idem.

9.ª Simão Varella, guarda supranumerario.

10.ª Caetano Sotto Amado, idem.

11.ª Augusto da Silva Pinto Ferro, negociante estabelecido em S. Vicente.

12.ª Cesar Bartholomeu Figari, subdito italiano, idem.

A 1.ª e a 2.ª testemunhas acompanharam o delegado de saude na visita que este fez ao vapor, em 17 de outubro de 1884, e declararam que o mesmo delegado «não intimou verbalmente ou por escripto» a ordem para a saída nem para a suspensão da descarga, e não lhes consta que, em occasião differente da visita da entrada no porto, tivesse sido dada qualquer d'estas ordens. Declararam mais que o commandante do vapor desembarcou quanto milho quiz, e só saíu do porto quando acabou de receber o carvão de que precisava.

A 3.ª, 4.ª, 5.ª e 6.ª testemunhas foram no escaler ás aguas do vapor todas as vezes que o delegado de saude ali foi e «nenhuma d'ellas ouviu taes ordens».

A 7.ª teve ordem para ir vigiar com cuidado o costado do vapor em quarentena, determinando-lhe o delegado de saude, quando concluiu a visita de entrada, que esperasse novas instrucções. Decorrida uma hora, voltou o delegado, e disse-lhe que, com a fiscalisação do costume, se permittisse ao vapor tomar carvão e os refrescos que quizesse e o desembarque, debaixo de quarentena rigorosa, dos passageiros e bagagens para o palhabote *Maria* que os conduziria á cidade da Praia, e tambem o desembarque para lanchas, que deviam ficar impedidas por vinte e quatro horas, dos saccos de milho que saíssem de bordo, e que a respeito das atracações e mais serviço de embarque e desembarque se procedesse pela fórma estabelecida para os navios em quarentena de rigor por cholera morbus. Declarou tambem a mesma testemunha que o delegado «não modificou» verbalmente ou por escripto, ou por intermedio de qualquer pessoa, as instrucções que anteriormente tinha dado. Disse mais que não ouviu a pessoa alguma do vapor, nem á gente de serviço ao costado, que tivesse sido ordenada a saída antes da noite de 17 de outubro, e que, se assim houvesse sido determinado, elle guarda deveria ter tido conhecimento directo d'essa determinação para a fazer cumprir e para avisar o delegado de saude, se fosse desobedecida. Acrescentou que o vapor esteve no porto o tempo que quiz, e saíu quando quiz; que não recebeu, elle depoente, ordem para ser suspensa a descarga do milho; que as ordens que lhe foram dadas, como o eram para todos os vapores em quarentena rigorosa, consistiram em mandar suspender todos os serviços depois do sol posto para continuarem no dia seguinte ao nascer do sol, e assim se communicou aos empregados de bordo; que o vapor, tendo-se realisado o desembarque dos passageiros, bagagens e milho que pôde e quiz fazer desembarcar, saíu quando entendeu dever fazel-o, depois de ter recebido refrescos e carvão e feito as contas com a agencia respectiva, sem durante o tempo d'estes actos ou á saída se ouvir queixa ou protesto, quer de pessoas de bordo, quer das que estavam em serviço ao costado do navio, contra o procedimento do delegado de saude.

O depoimento da 8.ª testemunha é inteiramente conforme com o da 7.ª

A 9.ª, que entende e falla a lingua italiana, foi, como guarda de saude, acompanhando no palhabote *Maria*, da ilha de S. Vicente para a de S. Thiago, os passageiros desembarcados do *Adria*, e não ouviu a nenhum d'elles, durante a viagem nem depois, que tivesse sido feita a intimação para a saída antes da noite, assim como não ouviu queixa ou commentarios ácerca da suspensão da descarga do milho.

A 10.ª serviu de guarda de vigia ao costado do vapor, e fez um depoimento similhante ao da 7.ª

A 11.ª testemunha declarou que fôra incumbida pelo passageiro Lubrano de fretar uma escuna para o transportar com a sua bagagem e o passageiro Lavarello; que á pergunta que dirigiu aos passageiros e ao capitão do *Adria* recebêra a resposta de não haver qualquer carga mais a baldear, dizendo-lhe Lavarello que todo o milho que havia a descarregar ficára nos lanchões; que no trato que tivera com os passageiros e pessoas de bordo, nas vezes que foi proximo ao costado e até á ultima hora da saída do vapor, não ouviu a mais pequena queixa, nem lhe constou que o delegado de saude tivesse intimado a saída, antes pelo contrario presenciou que o commandante estava satisfeito com o procedimento que tinha havido; que não lhe constou ter sido ordenada a suspensão da descarga do milho, e sabia que desembarcou todo o que quizeram para bordo dos lanchões alugados á casa Cory Brothers & C.ª, tanto que não quizeram baldear milho algum para a escuna *Maria;* que o milho era procedente de Buenos Ayres, e fizera parte da carga geral do vapor, e que, tendo fallado, posteriormente á viagem do *Adria,* de outubro de 1884, com o commandante Caffareno, este lhe perguntou se Lavarello receberia alguma indemnisação do governo portuguez, porque, se assim não acontecesse, elle commandante tinha que perder muito dinheiro, por lhe pertencer em parte o milho que Lavarello vendêra em S. Vicente; que, finalmente, ouvíra ao negociante italiano C. B. Figari dizer que o milho pertencia ao capitão Caffareno e a Ernesto Piaggio, e fôra por estes consignado a Lavarello com parte nos interesses.

A 12.ª testemunha, da nacionalidade do reclamante, confirmou que o milho vindo de Buenos Ayres foi carregado por Ernesto Piaggio, sendo interessados na carregação o reclamante Lavarello e o capitão Caffareno, e disse que estava presente quando o capitão communicou á 11.ª testemunha que soffreria nos seus interesses, se o governo portuguez não pagasse a indemnisação reclamada.

Alem das testemunhas mencionadas foram ouvidas, em differente auto de investigação, pelo administrador do concelho, mais duas: Eugenio Galeano e Giuseppe Cavassa, subditos italianos e negociantes estabelecidos na ilha de S. Vicente, que foram ás aguas do vapor, estando ainda a bordo o passageiro Lavarello, e declararam que não ouviram dizer que tivesse sido ordenada a suspensão da descarga do milho.

Os depoimentos que ficam registados podem e devem ser contrapostos aos quatro que se encontram no processo, e podiam e deviam sel-o igualmente a mais sete que o reclamante aponta, se estes tambem fossem examinados.

São quatorze testemunhas que fizeram declarações, com a solemnidade do jura-

mento, e que, pelo seu numero, annullam o que depozeram as quatro, cujas declarações examinei; havendo algumas particularidades que convem indicar para se conhecer quão incontestavel é a impugnação que apresento.

Considere-se o que disseram a 7.ª, 8.ª e 10.ª testemunhas, na parte que respeita ás instrucções que receberam. Estiveram encarregados de vigiar exteriormente o vapor e eram os empregados a quem competia fazer cumprir as ordens para a suspensão da descarga e para a partida; mas nenhuma d'estas ordens lhes foi transmittida, o que é prova de não terem sido dadas por qualquer auctoridade.

Merece attenção o facto de a 9.ª testemunha não ter ouvido, durante a viagem de S. Vicente para S. Thiago, queixa alguma ou commentarios ácerca d'aquellas ordens, que, se tivessem sido intimadas, muito naturalmente seriam o principal assumpto da conversação dos passageiros a bordo da escuna *Maria*, entre os quaes ía o queixoso Lavarello.

Attenda-se tambem a que a 11.ª testemunha affirmou não ter ouvido alguma queixa nas differentes vezes em que se approximou do *Adria*, para tratar de obter o transporte em que deviam ser conduzidos os quarentenarios que foram para o lazareto, e lhe foi respondido que não era necessario descarregar o milho para a escuna *Maria, porque ficava nas lanchas fretadas todo o que havia para desembarcar na ilha.*

Pondere-se ainda a circumstancia de serem subditos italianos e negociantes as ultimas tres testemunhas que mencionei, contando-se n'este numero as duas que foram ás aguas do vapor, assim como o foi a 11.ª, igualmente negociante, que não ouviram fallar da intimação para se suspender a descarga e para a saída sem demora.

Deduz-se do que fica expendido que é inteiramente acceitavel e merecedora de credito a expressa declaração, em officio, do delegado de saude, dizendo: «que permittiu o desembarque do milho; que dera n'um quarto de papel, como era seu costume, licença para os guardas de vigia ao costado do vapor não impedirem o desembarque; que não suspendeu verbalmente ou por escripto a licença que tinha dado, como poderiam testemunhar os guardas ao costado; que, tendo no outro dia perguntado se havia desembarcado todo o milho, lhe fôra respondido negativamente, por não haver lanchas disponiveis, e por o capitão querer retirar-se; e que é falsa a asserção de ter elle intimado a saída do vapor, provando-se a sem-rasão da ordem que lhe é attribuida com a permissão de desembarcarem os passageiros e a carga.

Parece-me ficar evidentemente demonstrado que nenhuma auctoridade deu as ordens a que me referi, as quaes de nenhum modo podem ser attribuidas ao delegado de saude, que em todo o seu procedimento com relação ao *Adria* e em outros casos de serviço de sanidade maritima tem revelado a intelligencia, a prudencia e o bom senso de que é dotado.

c) Não se considerando o governo responsavel pelos prejuizos que possa ter soffrido o sr. Lavarello em virtude do procedimento das auctoridades portuguezas, inutil seria referir-me novamente a um ponto da reclamação que trata do prejuizo soffrido nos 5:488 quintaes de milho, que, em vez de serem vendidos em S. Vicente, o foram em Genova, tanto mais quanto ao sr. Lavarello, n'esta parte, lhe falta a com-

petencia para ser considerado como representante legitimo dos interesses pelos quaes propugna.

Mantido, porém, em discussão, não posso eximir-me a provar que não é exacto o que se allega.

Disse eu que a rapida partida do *Adria,* sem haver completado a descarga de todo o milho, poderia ser explicada por não convir o preço que este genero tinha ali em outubro de 1884, visto estar então sufficientemente abastecido o mercado, no qual o valor do milho estrangeiro é sempre inferior ao do produzido em Cabo Verde, que é mais procurado por ser de melhor qualidade que aquelle.

O reclamante classifica taes supposições como uma zombaria inopportuna e de mau gosto, insiste dizendo que as ordens foram intimadas, e que o milho tinha em S. Vicente o preço de 32 a 33 liras por quintal, e creio que não será possivel sustentar-se que fosse este o preço do milho em presença do documento recebido de Cabo Verde, que é uma certidão da administração do concelho da cidade do Mindello, em data de 12 de julho de 1887, que mostra os preços do milho que regulavam nos mezes que vou mencionar, nos quaes se despacharam para consumo todos os 514 saccos ou quintaes descarregados do vapor, sendo a venda da totalidade realisada antes do dia 18 de fevereiro de 1885, em que Michel Angelo Lavarello passou o recibo do dinheiro proveniente da venda, e conformando-se com ella.

Consta da certidão que o «preço corrente do milho indigena foi: 1$280 réis em outubro de 1884; 1$400 réis em novembro e dezembro do mesmo anno, e 1$440 réis em janeiro de 1885». Consta mais «que o preço do milho estrangeiro variou nos ditos mezes de 960 a 800 réis».

Este documento authentico destroe tudo o que possa estar escripto n'algum outro ou em sentido contrario, e é uma prova irrecusavel de que o milho não valia o elevadissimo preço de 32 a 33 liras ou francos.

Segundo a conta formulada pelo reclamante, os 5:488 quintaes, ao preço de 33 francos (6$270 réis) deviam produzir em S. Vicente 181:104 francos (34:409$760 réis), e foram vendidos em Genova por 39:284 francos (7:463$960 réis), sendo o preço de cada quintal mais de 7 francos, ou proximamente 1$330 réis.

Attendendo-se ao preço do milho estrangeiro no mercado da ilha, conhece-se que a referida venda foi vantajosa; porquanto, se tivesse sido ali effectuada, teria produzido, pelo maximo preço de 960 réis, a somma de 5:268$480 réis, havendo assim a vantagem de 2:195$480 réis, e não prejuizo.

Com justiça foi, portanto, e é repellido o pedido da indemnisação respectiva á differença do preço do milho em S. Vicente e em Genova e aos lucros cessantes que se reclamam, não só porque 512 saccos eram apenas destinados para a ilha, segundo o conhecimento da carga, não é reconhecida a competencia do reclamante em relação aos outros 5:488 saccos, e não houve culpa ou ordem das auctoridades portuguezas para não ser descarregado este numero de volumes, como tambem porque o preço no segundo dos referidos mercados foi mais vantajoso do que o que regulava no primeiro para o milho estrangeiro.

5.ª

Indemnisação por o milho ficar avariado com a chuva

Quer o reclamante tornar o governo responsavel por o milho se ter molhado e ficar avariado com a chuva, quando esteve nas lanchas para ser beneficiado. Como prova da avaria devida a esta causa, apresentou um telegramma da casa Cory Brothers & C.ª, de 20 de outubro de 1884, que diz ter-lhe sido enviado para a ilha de S. Thiago, e em que se communicou ter chovido abundantemente havia tres dias; e tambem apresentou duas declarações escriptas no conhecimento e attribuidas a Vicente F. F. Vidal, escrivão da descarga da alfandega, lendo-se em uma, sem data, «que estavam muitos saccos avariados em grande parte», e na outra, datada de 10 de janeiro de 1885, que «entraram (os saccos) para a alfandega em mau estado... e encontrando-se outros com o milho humido e em principio de putrefacção».

Se a chuva avariou o cereal, nenhuma responsabilidade cabe ás auctoridades da ilha, como já expuz nas minhas anteriores notas, porque o reclamante acceitou a condição de serem alugadas por sua conta as lanchas, e assim sujeitou-se ás consequencias e aos riscos que podessem resultar d'esse modo voluntario de se fazer a descarga.

Isto seria bastante para rejeitar o pedido da indemnisação pela supposta avaria. É, comtudo, conveniente recapitular o que já a este respeito expuz nas minhas citadas notas e fazer mais algumas considerações a respeito do pedido, para se conhecer do merecimento que possam ter as rasões e os documentos com que se pretende provar a avaria.

Diz o reclamante que nenhuma resposta foi dada ao argumento de o milho não dever ser posto em quarentena. O governo portuguez respondeu, na nota que dirigi ao sr. marquez Oldoini em 21 de janeiro de 1887, pela fórma seguinte:

«O vapor *Adria*, procedendo n'esta viagem do porto limpo de Buenos Ayres, trazia ainda a seu bordo, ao tocar em S. Vicente, passageiros da procedencia suja anterior de Genova. A navios em iguaes condições, e a alguns até em condições mais favoraveis, foi n'aquella epocha prohibida a admissão de desembarque nos portos portuguezes; e comtudo ao vapor *Adria* foi-lhe permittido effectuar a descarga, em determinadas condições, e desembarcar os passageiros para o lazareto. Não lhe foi dada livre pratica, nem isso poderia fazer-se, pois, mesmo tendo sido beneficiado em outro porto, essa circumstancia o não permittiria.»

Assim se respondeu, clara e explicitamente, com o fundamento no disposto no artigo 114.º do regulamento geral de sanidade maritima; devendo acrescentar-se que a disposição do artigo 166.º, que citei no principio d'esta nota, era applicavel ao milho, porque, tendo vindo ensaccado e no porão de um navio, em que eram conduzidos passageiros, bagagens e carga, que tinham sido recebidas de um porto inficionado de cholera morbus, e que deviam sujeitar-se ás prescripções quarentenarias, os saccos ou taras contendo cereaes são n'aquelle caso sujeitos á beneficiação por meio de arejamento, como se determina no dito artigo 166.º

Examinemos agora as rasões e os documentos referentes á avaria.

A data da chegada do vapor á ilha de S. Vicente foi em 16 de outubro de 1884, segundo consta da reclamação e dos depoimentos do capitão, do primeiro e do segundo officiaes e do passageiro Lubrano; parecendo que a saída se realisou no mesmo dia, como se deprehende d'estes documentos, completando-se durante elle a descarga de 512 saccos.

Na reclamação está escripto:

«... No dia 16 de outubro, quando o *Adria*, de volta do Rio da Prata, aportou a S. Vicente...; quando, porém, dos 6:000 quintaes de milho só tinham descarregado 512, prohibiu o desembarque dos outros 5:488, e ordenou ao capitão do vapor de partir immediatamente de S. Vicente.» — (Reclamação de 6 de setembro de 1886).

Na de 1887 lê-se:

«Falta estabelecer se com melhor fundamento se persiste em contestar a ordem intimada ao *Adria* no dia 18 de outubro de 1884, emquanto estava descarregando os 6:000 quintaes, de partir immediamente.»

O capitão e os dois officiaes disseram:

«Que, quando no dia 16 de outubro de 1884 o vapor *Adria* aportou a S. Vicente, a capitania do porto, juntamente com o delegado de saude, transportaram-se a bordo e declararam a quarentena; que mais tarde mandaram licença de terra para desembarcar-se o milho nos lanchões; mas, no mesmo dia, quando já se tinham desembarcado 512 saccos, de repente, intimou-se ao *Adria* de partir antes da noite sem demora.»

No depoimento do passageiro Lubrano encontram-se estas palavras:

«... Mas quando este (o *Adria*) chegou a S. Vicente, declarou-se em quarentena navio e carga.

«Pouco tempo depois, porém, permittiu-se a descarga do milho e o desembarque dos passageiros...; mas, apenas principiada a descarga da dita mercadoria, a mesma auctoridade sanitaria, com nova e peremptoria ordem, intimada verbalmente ao capitão, quiz que cessasse a descarga da mercadoria, e que o vapor partisse sem demora.»

Parece-me que a mais rasoavel interpretação do que acabo de transcrever da reclamação de 1886, e dos quatro depoimentos, é que o vapor chegou e saíu de S. Vicente no dia 16, não obstante dizer-se que no dia 18 foi intimada a ordem da saída.

Por outro lado, o director da alfandega havia declarado, em differentes officios, que o *Adria* entrára em 17 de outubro, e que o milho fôra recebido na alfandega, no dia 18, sem estar molhado, e como os registos meteorologicos mostram que em 16, 17 e 18 de outubro não choveu na ilha de S. Vicente, concluiu-se, com fundamento, que a chuva não tinha molhado nem avariado o cereal, podendo esta conclusão ser corroborada com o que participou a casa Cory Brothers & Co., em carta de 22 de fevereiro de 1886, quando respondeu a um officio do encarregado da syndicancia a que se procedeu, dizendo que o passageiro Lavarello alugára os barcos para a descarga em 17 de outubro.

Devendo a beneficiação do milho durar por vinte e quatro horas, e tendo começado no dia 17, era presumivel que terminasse em 18, sendo n'esta data armazenado, conforme o declarou o director.

Confrontando-se o que fica escripto com a declaração na memoria do reclamante de 1886, «*ter chegado o Adria em* 16 *e haver-se ordenado a partida, quando se tinham descarregado só* 512 *quintaes*», com as do capitão e dos dois officiaes do vapor —«o *Adria aportou a S. Vicente em* 16 *de outubro, mais tarde consentiu-se a descarga do milho, mas no mesmo dia foi intimada a partida*»— e com a do passageiro Lubrano —«*pouco tempo depois de imposta a quarentena permittiu-se a descarga; mas, apenas começada, ordenou-se que cessasse,* etc.—» poderão taes declarações ser admittidas como explicativas de se haverem realisado no espaço de vinte e quatro horas aquelles differentes actos, sendo esse espaço o do dia astronomico findo ás doze horas do dia 17, como se conta a bordo dos navios, e assim se explicaria tambem a partida na mesma data de 17, em harmonia com o que officiou o director da alfandega e com a participação de Cory Brothers & Co., considerando-se consequentemente armazenado o milho em 18, antes do dia em que choveu.

E tanto mais rasão havia para crer que o cereal entrasse nos armazens sem estar molhado nem avariado, quanto é certo que nas onze vezes em que foi despachado por parcellas para consumo, no espaço de tres mezes, desde 30 de outubro de 1884 até 31 de janeiro de 1885, ninguem lhe notou avaria, nenhuma auctoridade empregou os meios convenientes para evitar que fosse entregue no mercado um genero alimenticio, que se diz já estar em putrefacção, e o reclamante pagou os direitos respectivos á totalidade das saccos descarregados, o que não faria se alguns não estivessem em bom estado de conservação.

Não podendo haver duas opiniões oppostas a respeito d'este ponto obscuro e duvidoso, pois, se ha muitas rasões para acreditar que o milho não foi avariado antes de ter entrado na alfandega, ha tambem as declarações escriptas no conhecimento, firmadas com o nome de um empregado d'aquella casa fiscal, e o telegramma de uma casa commercial merecedora de consideração, provando estes documentos o contrario; era preciso, portanto, conhecer-se da veracidade de taes documentos e proceder-se a novas indagações, para que se fizesse a luz em tão complicada questão.

Com esse intuito requisitou-se ao governo da provincia de Cabo Verde o seguinte:

a) Certidão da alfandega, que mostrasse o dia e a hora da entrada do vapor, o dia e a hora em que terminou a descarga do milho, e o dia e a hora da sua recepção nos armazens;

b) Certidão do que constasse dos registos ácerca de estar ou não estar molhado o milho, quando entrou na alfandega;

c) Certidão ou informações fidedignas que fizessem conhecer se nas diversas occasiões do despacho se notou avaria, e quaes as providencias adoptadas ácerca d'aquelle genero alimenticio em mau estado;

d) Certidão que designasse se o negociante Braga fez ou não alguma observa-

ção sobre o estado avariado do milho, ou se reclamou para pagar sómente os direitos correspondentes á porção que podia, sem prejuizo da população, ser entregue ao consumo publico;

e) Documento que provasse qual a data em que as lanchas estiveram empregadas na descarga, e qual o numero de dias de ter estado o milho sujeito á beneficiação.

Com referencia aos indicados esclarecimentos, temos:

1.° Um officio do delegado de saude, dirigido, em 17 de outubro de 1884, ao presidente da junta de saude, communicando-lhe: «... o vapor aportou aqui no dia 16 do corrente, de manhã».

2.° O director da alfandega disse ao administrador do concelho, em officio de 5 de julho de 1887, «que o milho entrou na alfandega em 18 de outubro de 1884, findando a descarga no dia seguinte, e que por a data da entrada d'este navio accusar a de 17 do mesmo mez e anno, como se vê do respectivo registo, julgo poder dizer que o milho em questão estaria vinte e quatro horas, pouco mais, nos lanchões que se achavam debaixo da immediata vigilancia sanitaria»;

3.° Uma certidão assignada, em 8 de julho de 1887, pelo capitão dos portos de Cabo Verde, demonstrando que «a fl. 91 do livro do registo dos navios entrados se encontra registada a entrada do vapor *Adria* em 16 de outubro de 1884, ás cinco horas cincoenta minutos da manhã, e a saída em 17 do mesmo mez»;

4.° Uma certidão, de 9 do dito mez de julho, com a assignatura do empregado que era, em 1884, o escrivão da descarga, e é actualmente verificador, declarando que «em 18 de outubro entrou o milho na alfandega»;

5.° Officio do director da alfandega, em data de 11 de julho de 1884, informando: «Não se tomou nota da hora em que entrou no porto d'esta ilha o vapor *Adria* em outubro de 1884; porém, posso affirmar que este navio fundeou na tarde do dia 16 do dito mez, vindo a esta alfandega dar entrada e assignar o respectivo termo o consignatario Cory Brothers & Co. no dia 17... Os saccos com milho, descarregados do dito vapor, entraram para o armazem d'esta alfandega no dia 18 do referido mez, occupando este serviço todas as horas do expediente diurno e parte do dia seguinte»;

6.° Outra certidão da alfandega, em 11 de julho de 1887, declarando que «deram ali entrada, em 18 de outubro de 1884, 514 saccos de milho, o que consta do respectivo livro de carga, com a contra-marca $\frac{819}{84}$;

7.° Outra certidão, da mesma proveniencia, de que «Cory Brothers & Co., consignatarios do vapor *Adria*, foram á alfandega no dia 17 de outubro de 1884 dar entrada ao referido vapor, como consta do termo n.° 859 do livro do registo das entradas dos navios de fóra da provincia, ignorando-se a hora d'aquella entrada, por não ser costume registar-se, e que o milho, contido em 514 saccos, entrou na alfandega no dia 18 de outubro do mesmo anno, como se vê no livro da carga e descarga, ignorando-se se entrou todo n'aquelle dia, ou em mais dias, porque tambem não é costume registar-se o tempo da duração das entradas»;

8.° Outra certidão da alfandega, e da sobredita data, dizendo que «não consta de qualquer livro ou documento, nem por informação dos empregados que inter-

vieram nos despachos do milho, que se notasse n'elle humidade ou avaria, nem que se tomasse a tal respeito alguma providencia sanitaria»;

9.º Mais uma certidão da mesma casa fiscal, e de igual data, mostrando que não consta de qualquer livro ou documento que «o negociante Braga fizesse alguma observação relativamente ao estado do milho, nem reclamação para obter abatimento nos direitos»;

10.º Declaração jurada, feita em termo no dia 5 de julho de 1887 perante o administrador do concelho da cidade da Praia, por Vicente Ferreira da Fonseca Vidal, que era no anno de 1884 o escrivão da descarga na alfandega da ilha de S. Vicente. Este funccionario disse que «não conserva na memoria a menor lembrança, nem em seu espirito a menor impressão de ter escripto no conhecimento as notas que lhe são attribuidas, tanto ácerca do numero de saccos, como a respeito da humidade e avaria do milho; que taes notas se acham na sua essencia em opposição á verdade dos factos, d'elle, declarante, conhecidos, e de que conserva perfeita lembrança». Quanto á avaria, disse que «se tivesse notado estrago ou avaria no milho, teria dado parte d'isso á direcção da alfandega para se conhecer competentemente se o milho estava em termos de entrar no consumo; pelo que a asserção que se lhe attribue no conhecimento equivalia a uma declaração graciosa, visto não ter elle auctoridade, nem competencia para a fazer; que não perfilha as alludidas notas escriptas no conhecimento; que em 27 de outubro chegou á ilha de S. Vicente o reclamante Lavarello, procedente da cidade da Praia, e no dia 30 do mesmo mez foi feito o primeiro despacho do milho; que em 28 e 29 foi Lavarello á alfandega, acompanhado do negociante Braga, e pediu a elle, declarante, que lhe mostrasse o milho armazenado; que n'essa occasião soube que o milho pertencia a Lavarello, e foi pessoalmente mostrar-lhe o cereal, tratando então o seu proprietario de contratar com o referido negociante a consignação do milho; que na mesma occasião Lavarello examinou o estado do milho, apalpando quasi todos os saccos da ordem da frente e tomando punhados de alguns d'elles, sem requerer qualquer providencia ou exame, porque não tinha motivo para tal requerimento; que Lavarello por esse tempo frequentou muito a alfandega, onde ía quasi todos os dias conversar com o primeiro escrivão, assentando-se ao lado d'este, sendo por isso provavel que tivesse visto alguns despachos do milho, cujos processos vão diariamente para a mesa do dito primeiro escrivão»;

11.º O director da alfandega acrescentou, no já citado officio de 11 de julho de 1887, que «o milho entrou ensaccado na alfandega, sem se notar nos saccos humidade, mau cheiro ou indicio de avaria, e que a tal respeito nenhuma reclamação foi apresentada pelo dono do genero ou por quem o representasse, nem pelas auctoridades sanitaria e administrativa, assim como não se notou estrago algum ou avaria, nas diversas vezes em que foi despachado; porém, segundo informam os empregados, no milho dos ultimos despachos, em janeiro de 1885, já appareciam gorgulhos, o que não admira, porque no milho em grão, exposto ao clima da provincia, que esteja armazenado mais de trinta dias, se desenvolvem as larvas d'aquelle proprio insecto»;

12.º Uma carta de Cory Brothers & Co., de 4 de julho de 1887, declarando, em resposta a um officio do administrador do concelho, que em 17 de outubro de 1884, ou n'um dia proximo a este *(on or about the 17th day of October* 1884), estiveram duas das suas lanchas empregadas por tres dias na conducção do milho recebido do vapor *Adria (two of our ligthers were employed for three days in carring corn from the Italian S. S. Adria).*

O exame comparativo dos doze documentos, que ficam apontados, mostra:

Que o vapor *Adria* entrou no porto de S. Vicente em 16 de outubro de 1884 (documentos n.os 1, 3 e 5), o que está de accordo com o que diz o reclamante e com os mencionados depoimentos feitos em Genova pelo capitão e officiaes do vapor;

Que em 17 do mesmo mez se lavrou o termo da entrada do vapor e este saíu do porto (documentos n.os 2, 3, 5 e 7);

Que a descarga do milho para as lanchas se effectuou no dia 17 (documento n.º 12), tendo terminado n'essa data, que foi a da saída do vapor (documento n.º 3);

Que o milho foi recebido na alfandega em 18 de outubro, depois de ter estado durante vinte e quatro horas, pelo menos, nas lanchas (documentos n.os 2, 4 e 6), podendo-se acreditar que a recepção se completou em parte do dia 19 (documentos n.os 2, 5 e 7);

Que o milho estava em bom estado quando deu entrada no armazem da alfandega (documentos n.os 10 e 11);

Que ninguem notou que o milho estivesse molhado, avariado ou em putrefacção quando entrou no armazem (documentos n.os 8, 10 e 11), e que nenhuma providencia sanitaria foi adoptada, o que prova não estar em mau estado aquelle genero destinado para a alimentação publica (documentos n.os 8, 10 e 11);

Que o encarregado da venda do milho não fez qualquer reclamação para pagar sómente os direitos correspondentes ao cereal que não estivesse avariado (documentos n.os 9, 10 e 11);

Que o proprio dono da mercadoria não apresentou observações ou reclamações sobre a avaria, reconhecendo tacitamente que esta não se deu quando examinou e apalpou aquella, já depois de recebida na alfandega (documento n.º 10);

Que as lanchas estiveram occupadas pelo milho desde 17 até uma parte do dia 19 de outubro (documentos n.os 5 e 12), realisando-se n'aquelles tres dias a descarga para as lanchas, a beneficiação e a recepção da totalidade na alfandega.

Dos documentos que vieram primeiramente da provincia de Cabo Verde deduziu-se que o milho entrou na alfandega em 17 ou 18 de outubro, não podendo conseguintemente ser molhado pela chuva, visto que desde 16 até o referido dia 18 não choveu na ilha de S. Vicente, como expuz e demonstrei nas informações apresentadas no anno de 1886.

Parte d'esses documentos revelam contradicções; nos que se receberam em 1887 encontram-se informações que esclarecem algumas das duvidas resultantes do exame dos primeiros, e ainda assim se notam divergencias em alguns dos ultimos, as quaes se podem explicar com o que consta de outros.

Cito os exemplos seguintes para demonstrar que são exactas as asserções precedentes:

a) O director da alfandega disse no officio de 22 de fevereiro de 1886 que «em 17 de outubro de 1884 chegou a este porto (S. Vicente) o vapor italiano *Adria*, e no mesmo dia começou a descarga; mas em officio de 5 de julho de 1887 (documento n.º 2) declarou que o milho entrou na alfandega em 18, findando a descarga no dia seguinte, e em 11 do referido mez de julho (documento n.º 5) informou que o vapor fundeou em 16 de outubro e em 17 foi lavrado o termo da entrada.

Confundiu a data da entrada do vapor no porto com a do registo, quando officiou em 22 de janeiro de 1886, pois o *Adria* fundeou em 16, e em 17 foi registada a sua entrada na alfandega, como está por elle explicado no documento n.º 5.

b) As certidões de 9 e 11 de julho de 1887 (documento n.ºs 4 e 6) indicam que todo o milho entrou na alfandega em 18 de outubro de 1884, o que se acha averbado no respectivo livro da carga, emquanto n'outra certidão, tambem de 9 de julho e assignada por outro empregado, diz-se que se ignora se o milho entrou todo n'aquelle dia 18 (documento n.º 7).

O que affirmou o director no documento n.º 5 não deixa duvida sobre o ter continuado e terminado a recepção do milho em data de 19 de outubro.

c) Cory Brothers & Co. disseram, em carta de 22 de fevereiro de 1886, que as suas lanchas tinham sido alugadas para a descarga em 17 de outubro de 1884, conforme consta do registo nos seus livros; mas, em 4 de julho de 1887 (documento n.º 12), communicaram que em 17 de outubro, ou n'um dia proximo a este, as lanchas estiveram empregadas por tres dias n'aquelle serviço.

Conhecendo-se pelo documento n.º 3 que o vapor saíu do porto em 17 de outubro, e tendo n'esta data começado a descarga, é evidente que ella terminou no mesmo dia, e que a segunda communicação da referida casa commercial destoa da primeira, que é exacta, porque foi feita em vista do registo dos livros, e porque nem a descarga principiou em 16, nem findou ou podia findar em 18, quando o vapor já não estava no porto, não sendo por isso admissivel a incerteza relativa á data da descarga.

Alem das divergencias notadas nos documentos officiaes, cumpre mais observar que não foi registada a hora em que começou a beneficiação do milho (documentos n.ºs 2, 4, 5 e 7), a qual devia durar por espaço de vinte e quatro horas.

Estando verificado que algumas saccas entraram na alfandega em 19 de outubro de 1884, e que n'este dia caíram na ilha de S. Vicente 2^{mm},2 de chuva, póde-se chegar a uma conclusão differente da que apresentei nas minhas notas anteriores, isto é, uma parte das saccas ficou humedecida, mas apenas uma pequena parte d'ellas, visto que «entraram na alfandega no dia 18, occupando este serviço todas as horas do expediente diurno e parte do dia seguinte», como informou o director no officio que designei com o n.º 5.

Não obstante esta conclusão, é impossivel admittir-se que o milho se molhasse com tão pouca quantidade de chuva, a ponto de se notar, quando foi armaze-

nado no mesmo dia em que as saccas se humedeceram, que estivesse avariado ou em estado de putrefacção.

Prova-se que não o estava, e que nem o esteve durante o tempo da armazenagem:

1.º Porque o reclamante, tendo examinado as saccas e tirado d'ellas punhados de milho, não fez observação ou requerimento sobre a supposta avaria, a qual podia ser logo verificada, se se tivesse dado;

2.º Porque tambem se conservou em silencio nas vezes em que, estando junto á mesa do empregado a quem são dirigidos os despachos, viu passar na sua presença alguns saccos despachados;

3.º Porque o negociante Braga, a quem fôra consignado o milho, não só não lhe notou qualquer avaria nas onze vezes em que se fez o despacho, como tambem não apresentou reclamação alguma para pagar sómente os direitos da porção não avariada;

4.º Porque nenhum empregado da alfandega dá noticia da avaria;

5.º Porque nenhuma providencia sanitaria se adoptou para evitar que se entregasse ao consumo publico um genero alimenticio em mau estado.

São geralmente conhecidas as alterações que o milho póde soffrer quando apresenta alguma deterioração em começo. O milho ficaria incapaz para a alimentação, se estivesse molhado no acto de entrar para a alfandega.

Estando provado que o milho não se encontrou em estado de putrefacção nas onze vezes em que foi despachado, desde 30 de outubro de 1884 até 31 de janeiro de 1885, deve-se ter como certo que não estava molhado quando entrou na alfandega.

Cumpre-me, n'este ponto, chamar muito especialmente a attenção de v. ex.ª para as notas do empregado Vidal no conhecimento, e para o telegramma da casa Cory Brothers & Co., que o reclamante apresenta para provar a avaria, a fim de apreciar devidamente o seu valor perante as declarações posteriores d'aquelle empregado e as circumstancias que vou referir.

As notas são duas: a primeira sem data nem assignatura, e a segunda datada de 10 de janeiro de 1885 e firmada com o nome de Vicente F. F. Vidal, exaradas ambas n'um conhecimento não sellado nem carimbado pela alfandega, e que se não explica como se acha em poder do reclamante.

A estas notas contrapõe-se a declaração jurada do referido empregado, a que já me referi, e que diz que «não conserva na memoria o ter escripto no conhecimento as notas que se lhe attribuiam, que na sua essencia ellas estão em opposição á verdade dos factos conhecida pelo mesmo declarante, dos quaes conserva perfeita lembrança; que não viu estrago ou avaria no milho, etc., e que não perfilha as alludidas notas».

O telegramma da casa Cory Brothers & Co. é de 20 de outubro de 1884, e diz:

«Posto em quarentena ha tres dias, chuva abundante, molharam-se alguns saccos, cobrimol-os quanto possivel. Nomeie alguem para tomar a responsabilidade da dita consignação.»

Tendo o resto do milho entrado na alfandega em 19 de outubro, conforme se conhece pelos documentos, e estando as lanchas alugadas por tres dias para a descarga e quarentena, os quaes começaram a contar-se na data de 17, segundo informou a referida casa commercial, não se comprehendia esta communicação do dia 20, e para a esclarecer foi pedida explicação á sobredita firma commercial, que respondeu nos seguintes termos:

«Não encontrámos nos nossos registos vestigios de havermos expedido algum telegramma no mez de outubro de 1884 para a cidade da Praia ao sr. Lavarello.

«After searching our telegram book for the month of October 1884, we are unable to find any trace of a telegram having been sent by us to mr. Lavarello at Praia.»

A precedente declaração pedia uma investigação de outra ordem; assim dirigiu-se ao administrador do concelho da ilha de S. Vicente a seguinte pergunta telegraphica:

«Procure telegrapho se Cory Brothers expediram outubro 1884 telegramma para Praia a Lavarello ácerca milho em lanchas molhado. Responda resumindo texto dito telegramma, se expedido.»

A resposta foi:

«Brazilian submarine telegraph não recebeu papeis quando tomou cabo Praia, nem parece dever haver telegrammas outubro 18, pois serviço publico cabo só abriu 20 novembro.»

Com a recepção da resposta, em 28 de outubro de 1887, coincidiu a chegada de um officio do governador geral de Cabo Verde, de 13 do dito mez, em que informa que n'esse dia tivera conhecimento de que «a communicação telegraphica entre a ilha de S. Vicente e a de S. Thiago só foi franqueada ao publico em 20 de novembro de 1884».

Tendo tratado d'esta parte da reclamação com um extenso desenvolvimento, sómente com o intuito de se avaliarem todas as circumstancias relativas a tão graves assumptos, termino-a, repetindo que nenhum direito ha a indemnisação por avaria; porque o reclamante acceitou a condição de serem alugadas por sua conta as lanchas, e assim sujeitou-se ás consequencias e aos riscos do modo voluntario como se fez a beneficiação do milho, cumprindo-lhe adoptar providencias efficazes, que obstassem a ser o cereal molhado pela chuva durante o tempo da quarentena.

6.ª

Indemnisação por terem desapparecido 28 saccos de milho

Se este ponto da reclamação estivesse provado, deveria inquestionavelmente ser paga a respectiva indemnisação, por competir ao governo a responsabilidade de todos os volumes entregues aos empregados fiscaes. Vejamos, porém, se pelos documentos se prova a falta do mencionado numero, ou qualquer outro, de saccos.

No conhecimento está mencionado o numero de 512 saccos, que deviam ser

descarregados na ilha de S. Vicente, e n'elle se encontram duas declarações attribuidas ao escrivão Vidal, dizendo n'uma, sem data e sem assignatura:

«Entraram n'esta alfandega 474 saccos com milho,» e na outra datada de 10 de janeiro de 1885, e com o nome d'aquelle empregado:

«... tendo uma grande porção d'elles muita falta pelo derrame.»

O director da alfandega affirmou repetidas vezes em officio de 22 de fevereiro de 1886:

«Entraram na alfandega 514 saccos de milho.»

O negociante Braga, que despachou e vendeu a mercadoria, declarou em dois autos de investigação feitos em 1886:

«A quantidade de milho recebida era a mesma de que rezava o conhecimento; o signatario conformou-se com a conta de venda; o milho foi-lhe entregue na alfandega; e nunca ouviu dizer, nem a Lavarello, nem a pessoa alguma, que parte do cereal fosse roubado, nem lhe consta que reclamação qualquer fosse a tal respeito dirigida ás auctoridades do paiz.»

Differentes testemunhas disseram, no dito anno, não terem noticia de haver desapparecido alguma porção de milho.

O director da alfandega, o administrador do concelho e o commandante da policia declararam em officios que não lhes tinha sido apresentada queixa sobre o desapparecimento de saccos, e não lhes constava que tivesse havido roubo.

Todas estas informações, dadas por funccionarios competentes, ou por individuos particulares que as juraram, eram sufficientes para se duvidar, pelo menos, da falta de alguma quantidade de milho, e mais o eram porque o referido director tambem disse que:

«Todos os 514 saccos foram despachados sem abatimento algum nos direitos, notando que: se a quantidade encontrada na occasião do despacho fosse menor, a alfandega teria cobrado a importancia dos direitos correspondentes sómente a essa quantidade, e que os 514 saccos foram despachados para consumo com o valor de 514$000 réis, sem reclamação alguma, pesando cada um d'elles pouco mais ou menos 1 quintal metrico.»

Não obstante tão claras informações, pediram-se outras ao governador geral de Cabo Verde, recommendando-se-lhe:

a) Que o director da alfandega apresentasse o fundamento que teve para mencionar repetidas vezes, em dois officios, que haviam entrado e sido despachados 514 saccos ou quintaes de milho, tendo o queixoso declarado e constando do conhecimento que eram 512, emquanto n'este se acha escripta a nota de serem armazenados apenas 474;

b) Que enviasse uma certidão mostrando qual foi o numero de saccos recebidos nas lanchas, o dos que deram entrada na alfandega, e o dos que saíram por despacho;

c) Que remettesse outra certidão declarando qual a quantia paga pelo despacho do milho, e qual a que devia ser paga por 512 e 514 saccos, no caso de terem sido despachados 474;

d) Que mandasse extrahir uma copia do manifesto ou qualquer documento respeitante á quantidade de milho conduzido no vapor *Adria*, com destino para a ilha de S. Vicente, e outra copia do conhecimento entregue pelo carregador, contendo igualmente copiadas as notas ou observações escriptas por algum empregado da alfandega;

e) Que em outra certidão se mencionasse o que consta dos registos da alfandega com respeito ao ter ou não sido notada pelo encarregado do despacho ou por outro qualquer individuo, quando foi por differentes vezes despachado o milho, alguma differença na quantidade d'este genero em relação ao numero de quintaes registados na occasião da sua entrada, designando tambem o numero dos que se mediram, quer no acto da descarga para as lanchas, quer no da armazenagem, quer no do despacho;

f) Que o negociante Braga declarasse se apresentou a Lavarello a conta de venda de 474 saccos, que continham proximamente 300 quintaes de milho, e no caso de a ter apresentado, que explicasse a divergencia que se nota entre os seus depoimentos, no anno de 1888, e a referida conta; devendo mais declarar se encontrou differença para menos quando fez os despachos, e qual o motivo por que, tendo-a encontrado, não pediu, como lhe cumpria, na qualidade de encarregado do despacho e da venda, a indemnisação da differença que prejudicava o seu constituinte.

Em virtude da recommendação ao governador geral, receberam-se os documentos seguintes, escriptos em julho de 1887:

1.º Officio do director da alfandega informando: que o escrivão da descarga havia perguntado ao fiel do armazem quantos saccos com milho tinham entrado; sabendo, pela resposta, que se armazenaram 474, numero que estava mencionado em uma nota (ou 494 porque o algarismo 7 ou 9 não era bem intelligivel) e foi escripturado pelo fiel no livro do armazem, o que igualmente fez o escrivão Vidal no livro da descarga, por ter confiado no que dissera o fiel; que, depois de arrumado o milho, o mesmo escrivão contou os saccos e verificou serem 514, e rectificou no livro o numero de 474, que antes tinha lançado, attribuindo a differença do numero de volumes a erro, quando se contaram na occasião de se descarregarem do vapor para as lanchas; que o escrivão notára, no acto de verificar serem 514, estarem 12 ou 15 mal cheios e outros com a tela um pouco dissimilhante, dizendo-lhe então o guarda, que nas lanchas fôra passado para outros saccos o milho dos que estavam rotos e a derramar o genero, parecendo ao escrivão que o apparecimento de mais dois saccos alem dos descriptos primitivamente no conhecimento era devido a serem mais pequenos os que se empregaram em substituição dos que estavam rotos.

2.º Certidão mostrando que entraram na alfandega 514 saccos com milho, sem marca, desembarcados das lanchas, em 18 de outubro de 1884, sob a contra-marca $\frac{859}{84}$, e fóram armazenados com as boccas devidamente costuradas, havendo-se notado que alguns, 12 a 15, estavam mal cheios, parecendo por isso terem soffrido algum derrame do genero conduzido; e que se ignora o numero dos que saíram de bordo do vapor.

3.º Certidão provando que o valor dos 514 saccos despachados, a 1$000 réis cada um, importou em 514$000 réis; que os direitos pagos por aquelle numero de volumes, 10 por cento *ad valorem*, segundo a pauta, foram 51$400 réis, e mais 15$420 réis do imposto municipal de 3 por cento, sommando as duas verbas réis 66$820 réis; que, na hypothese de serem 512 saccos, os direitos e o respectivo addicional seriam 51$200 réis e mais 15$360 réis; e que, na de se despacharem 474, teriam importado os dois impostos em 47$400 réis e mais 14$220 réis.

4.º Outra certidão em que se mostra que não consta ter o negociante Braga, o unico que despachou os 514 saccos, notado differença na quantidade, nem que fizesse qualquer reclamação ou observação, e que, a respeito do peso do milho, tambem nada consta, porque, sendo um genero que paga direitos *ad valorem*, não houve necessidade de o pesar.

5.º Declaração em auto jurada, que citei sob o n.º 10, na qual o ex-escrivão Vidal disse que não se recorda de ter escripto no conhecimento a nota que lhe é attribuida no tocante a 474 saccos, e que não a perfilha, por se achar em opposição á verdade dos factos por elle conhecida; dizendo mais que é possivel ter escripto o dito numero, que lhe foi indicado pelo guarda, e que havia sido lançado no livro do armazem, mas que essa nota ficaria inteiramente prejudicada e tida como inexacta desde que pela conferencia e contagem, a que pessoalmente procedeu, verificou serem 514 saccos, quantidade esta que foi a que, na verdade, entrou para o armazem e foi legalmente despachada para consumo pelo consignatario Braga. Disse mais que se lembra de que 12 ou 15 saccos denotavam ter soffrido algum derrame, havendo entre estes 5 ou 6 que realmente estavam bastante esvasiados, pois conteriam, quando muito, a metade do genero que deviam conter; e que, apontando esta ultima circumstancia a Lavarello, na occasião de ter apalpado o milho, em 28 ou 29 de outubro, e perguntando-lhe se queria que se tomasse termo da falta e se pesassem os saccos, elle respondeu por estas palavras, pouco mais ou menos:

«Que não valia a pena, porque nem tudo eram ganhos, e as avarias e derrames eram sempre por conta do carregador.»

6.º Outro auto feito, perante o administrador do concelho da ilha de S. Vicente, em 8 de julho de 1885, em que o negociante Francisco Dias de Carvalho Braga declarou ter entregue a Lavarello a conta de venda de 474 saccos, contendo proximamente 300 quintaes de milho; «mas que emquanto a peso e medida nada póde dizer, porque o milho lhe foi entregue em consignação, como representante de Silva & C.ª, isto sem declaração de peso, nem medida, mas apenas do numero de saccos». Sobre a divergencia notada entre a referida conta e os seus depoimentos por occasião da syndicancia no anno de 1886, disse que «não está lembrado positivamente do que depoz, mas o que é certo é que o milho que elle despachou na alfandega foram 514 saccos, e não os 474 que na conta figuram, como posteriormente verificou; que esta differença se deve a ter elle depoente despachado o milho por diversas vezes, e quando quiz formular a conta de venda, não se lembrando do numero de saccos que foram despachados pouco a pouco, foi á alfandega para se informar a esse respeito, onde lhe foi dito pelo guarda do armazem que os saccos

eram 474; que o milho que elle recebeu media 3:790 quartas da provincia, e tanto não houve falta na entrega d'esse milho, que Michel Angelo Lavarello, em 18 de fevereiro de 1885, lhe passou o recibo do saldo da consignação que lhe fez, em conformidade da conta de venda que lhe foi apresentada, no qual recibo declara que a verificou, e que com ella está de accordo». Perguntado se encontrou nos saccos do milho differença para menos, quando fez os despachos, e qual o motivo, se a encontrou, por que não pediu indemnisação d'essa differença, disse:

«Que julgou ter respondido o bastante na resposta anterior, onde ficou claramente estabelecido que, despachando o milho por vezes, não podia verificar a totalidade dos saccos, e que só pelas suas contas podia verificar quanto milho vendeu, que foram 3:790 quartas da provincia, e que pelo documento que apresenta (o recibo de Lavarello) mostra ter sido todo o milho que lhe fôra consignado, por isso que o interessado se conformou plenamente com as contas de venda. Finalmente que a quantidade de saccos que entraram na alfandega foi a mesma que elle depoente despachou, isto é, 514 saccos, como já disse.»

7.º Copia authentica do recibo em que Lavarello declarou ter recebido réis 393$385 do saldo do milho consignado, em conformidade com a conta de venda que na mesma data lhe foi apresentada (18 de fevereiro de 1885), tendo-a verificado e estando de accordo com ella.

Não veiu de Cabo Verde a copia do manifesto, nem a do conhecimento, o primeiro porque não foi entregue nem exigido na alfandega, e o segundo porque ali não existe.

Tambem não veiu certidão que mostrasse o numero de saccos descarregados do vapor para as lanchas, allegando a alfandega ignoral-o, por ter sido a carga feita sob a vigilancia da auctoridade sanitaria. Esta rasão é inadmissivel, pois os guardas de saude accumulam com o seu serviço o da fiscalisação, e deviam ter recebido instrucções da alfandega sobre a verificação do numero de volumes que se descarregassem do *Adria*, ficando sómente sujeitos na parte do serviço de sanidade maritima ao delegado de saude.

Tal falta da necessaria fiscalisação não prejudica, porém, o juizo que deve fazer-se a respeito do assumpto de que trato, visto que o numero de saccos entrados na alfandega não foi inferior ao dos que o reclamante indica e consta do conhecimento.

Mostram os documentos n.os 1 a 6 que se encontraram e despacharam dois saccos a mais, tendo este augmento uma explicação plausivel na parte final do documento n.º 1.

É notavel a contradicção escripta no documento n.º 6, em que se diz ter sido apresentada a conta de venda de 474 saccos, e que foram 514 os que o apresentante despachou, e tambem o é o modo como formulou uma conta que não combina com o despacho. Entretanto as asserções d'esta testemunha são tão claras em relação ao numero de 514 saccos por elle despachados, que não é possivel deixar de as acceitar, por estarem concordes com os documentos officiaes.

Conhece-se que o milho foi despachado por volumes, e não por peso ou medida,

arbitrando-se a cada um d'elles uma certa quantidade de milho para se calcular o seu valor e liquidarem-se os respectivos direitos, em harmonia com a quantidade declarada pelo encarregado do despacho.

Mostram mais os documentos que nem o negociante Braga nem o proprio carregador fizeram observação ou reclamação alguma sobre o desapparecimento de 38 saccos; o que não deixariam de fazer, se esse facto tivesse occorrido, dando-se a circumstancia de Lavarello estar ainda na ilha de S. Vicente, quando, em 18 de fevereiro de 1885, passou o recibo, com a declaração de se conformar com a conta de venda, ao tempo em que todo o milho já havia sido despachado, e ainda mais outra circumstancia muito importante, que foi o dizer elle ao escrivão da descarga que não valia a pena que se lavrasse termo ácerca de estarem os saccos não completamente cheios, porque «nem tudo eram ganhos, e as avarias e derrames eram sempre por conta do carregador». (Documento n.º 5.)

Mostra-se igualmente que nem as auctoridades nem as testemunhas ouvidas tiveram noticia de se haver praticado algum roubo do milho, o que, se fosse verdade, não seria desconhecido na pequena população da ilha.

Acrescenta-se ao expendido que não houve duvida em pagar 66$820 réis de direitos correspondentes a 514 saccos ou quintaes, comprehendendo-se n'esta quantia mais 5$200 réis do que se deveria pagar, se fossem apenas 474 os saccos despachados, tendo sido este ultimo numero rectificado pelo primeiro nos registos de alfandega e em tempo proprio, em vista da verificação, feita pelo empregado competente, o qual declarou, sob juramento, que a nota escripta no conhecimento não é exacta, por estar em opposição á verdade dos factos por elle conhecida, e que não a perfilha.

Provado está, pois, que não desappareceram 38 saccos, e que não tem fundamento a reclamação a este respeito, nem ainda no caso de que se quizesse ter em conta o estarem alguns d'elles com menor porção de milho, pois o interessado entendeu que não devia reclamar nem fazer-se termo d'esse facto, que lhe foi mostrado, podendo ter-se como certo que, sómente depois de haverem sido despachados 514 saccos, fóra do edificio da alfandega, se effectuou a reducção d'este numero a 474, para ficarem cheios com o cereal contido nos primeiros.

7.ª

Documentos e protestos que se allega terem sido apresentados contra os actos attribuidos á auctoridade sanitaria

Na terceira memoria, que estou examinando, insiste-se novamente em dizer que se apresentaram documentos e protestos sobre o que occorreu com o vapor *Adria* na ilha de S. Vicente, allegando-se que o extracto do diario de bordo, junto ao processo, uma carta do consul de Allemanha e de Inglaterra, e os *multiplices* protestos feitos pelo capitão do vapor demonstram a illegalidade com que se recusou, em agosto de 1884, a admissão do *Adria,* dos passageiros e da carga, demonstrando tambem a formalidade de se haver protestado com relação aos factos que se deram por occasião do regresso á ilha no mez de outubro.

É certo que no processo se encontra o extracto do diario nautico, datado de sabbado, 30, a domingo, 31 de agosto de 1884, em que apenas se escreveu o seguinte: «Conhecida a proveniencia de Genova, fomos postos em quarentena, e não se permittiu desembarcar os passageiros e mercadorias no lazareto; d'ali suppozemos obter licença para poder levar os passageiros para a ilha de S. Thiago em Porto Bahia, para ali soffrer a quarentena devida; mas nem isto mesmo foi concedido. Não havendo nenhum outro meio, determinou-se que se proseguisse para Montevideu.»

Este documento contém a narração do impedimento que teve o vapor, em virtude das providencias extraordinarias que se adoptaram, as quaes já fundamentei na presente nota, provando a necessidade da sua execução, contraria ao regulamento de sanidade maritima, no que respeita á recusa da admissão no lazareto, mas em conformidade com o mesmo regulamento no tocante á incommunicação com a ilha de S. Vicente, porque n'esta não ha lazareto.

A carta do consul de Allemanha e de Inglaterra, assignada em 30 de agosto de 1884, por J. Vasges Miller, na qualidade de encarregado do vice-consulado de Italia, e igualmente junta ao processo, foi dirigida ao capitão do vapor, dizendo-lhe que, tendo consultado com o delegado de saude e com o governador geral da provincia, o qual estava então em S. Vicente, ambos lhe declararam que não era possivel deixar desembarcar os passageiros n'aquelle porto, nem podiam dar a certeza de que a junta de saude permittisse a quarentena na cidade da Praia.

Com esta carta prova-se sómente o que já foi dito ácerca das providencias sanitarias, o que não é impugnado e está justificado.

Quanto aos *multiplices* protestos do capitão, expuz, nas minhas anteriores notas, que não foram apresentados ás auctoridades portuguezas, que deviam tomar conhecimento d'elles; o que seria indispensavel para poderem ter os effeitos convenientes. Mencionei mais que o agente consular italiano se recusára a prestar as informações, que lhe foram pedidas, ácerca dos protestos que se dizia terem sido apresentados.

Vê-se n'um officio que o capitão, participando ao consul de Italia em S. Vicente o impedimento que em agosto tiveram o vapor e os passageiros, pediu-lhe que interviesse junto das auctoridades locaes para ser permittida a quarentena dos passageiros n'um lazareto ou em um barco proprio para isso, evitando-se assim tanto prejuizo aos seus co-nacionaes, os quaes protestam energicamente contra mim (o capitão), o qual terminou dizendo: «esperando que v. ex.ª alcançará resolver de algum modo a questão, subscrevo-me etc.».

Será este officio um dos protestos? Parece-me que a resposta não póde ser affirmativa.

Os passageiros do vapor dirigiram ao consul de Italia um protesto, por não lhes ser concedido o desembarque, nem a descarga das mercadorias destinadas para S. Vicente, como consta da copia no processo.

Houve mais uma representação da colonia italiana na ilha, relativamente á differença do procedimento do delegado de saude, que não permittiu a livre pratica ao

Adria, e a concedeu a outro vapor que, segundo a opinião dos representantes, estava em condições identicas ás do primeiro; e a representação foi devolvida, porque o referido delegado não tem competencia para conhecer do assumpto, conforme está determinado no regulamento geral de sanidade maritima.

Diz o reclamante que o governo portuguez persiste em querer ignorar que o consul italiano protestára contra a supposta ordem da partida repentina do *Adria* em outubro de 1884. Não tendo o governador geral de Cabo Verde recebido protesto algum, assim como o não receberam o director da alfandega, o administrador do concelho e o escrivão do julgado, é evidente que nenhuma das auctoridades competentes podiam ter conhecimento de qualquer acto d'aquella natureza.

A este respeito convem lembrar o que aconteceu quando se procedeu á syndicancia no anno de 1886.

O funccionario syndicante officiou ao agente consular de Italia, perguntando-lhe se o capitão do vapor e os passageiros haviam apresentado protestos em alguma repartição publica, e, no caso de os terem apresentado, que lhe communicasse o teor ou o assumpto d'elles.

O agente consular, que não assignou o visto na portaria da nomeação do syndicante e declarou na presença de duas testemunhas que daria os esclarecimentos que lhe fossem pedidos, respondeu, em officio de 23 de fevereiro de 1886, que não tivera communicação official da nomeação, e que por isso não podia manter correspondencia official com o syndicante. Em 1 de março immediato, sendo-lhe apresentada a alludida portaria, disse que não alterava a sua resposta de 23 de fevereiro!

Não póde passar sem reparo uma nova allegação do reclamante. Está escripto na terceira memoria o seguinte: «Se pois aquelle alto governo pretende um protesto pessoalmente notificado pelo capitão á auctoridade da ilha, então pede aquillo que não é possivel exigir, porque o *Adria* não tinha communicação com S. Vicente, estando-lhe applicada a rigorosa quarentena, e d'ahi nenhuma possibilidade de notificar aquella auctoridade.»

Ninguem pediu a intimação pessoal dos protestos; o que se nota é que aquelles que porventura foram escriptos não chegaram ás mãos das auctoridades que os podiam receber, e que seja o agente consular quem recusasse apresentar ou dar conhecimento dos que lhe dirigiu sobre o assumpto algum cidadão italiano.

Creio ser licito concluir-se que tudo quanto é allegado em relação a protestos não tem importancia em vista do que fica expendido.

Parece-me haver respondido a todos os pontos indicados na ultima memoria do reclamante e bem assim na nota de 23 de abril que a acompanhou, tendo-me abstido apenas de apreciar alguns calculos apresentados sobre a indemnisação pedida, por inutil, em presença da negação do governo em reconhecer a obrigação ou o dever de a pagar.

Espero que o governo italiano saberá avaliar o procedimento do governo portuguez e consideral-o correcto.

Aproveito, etc.